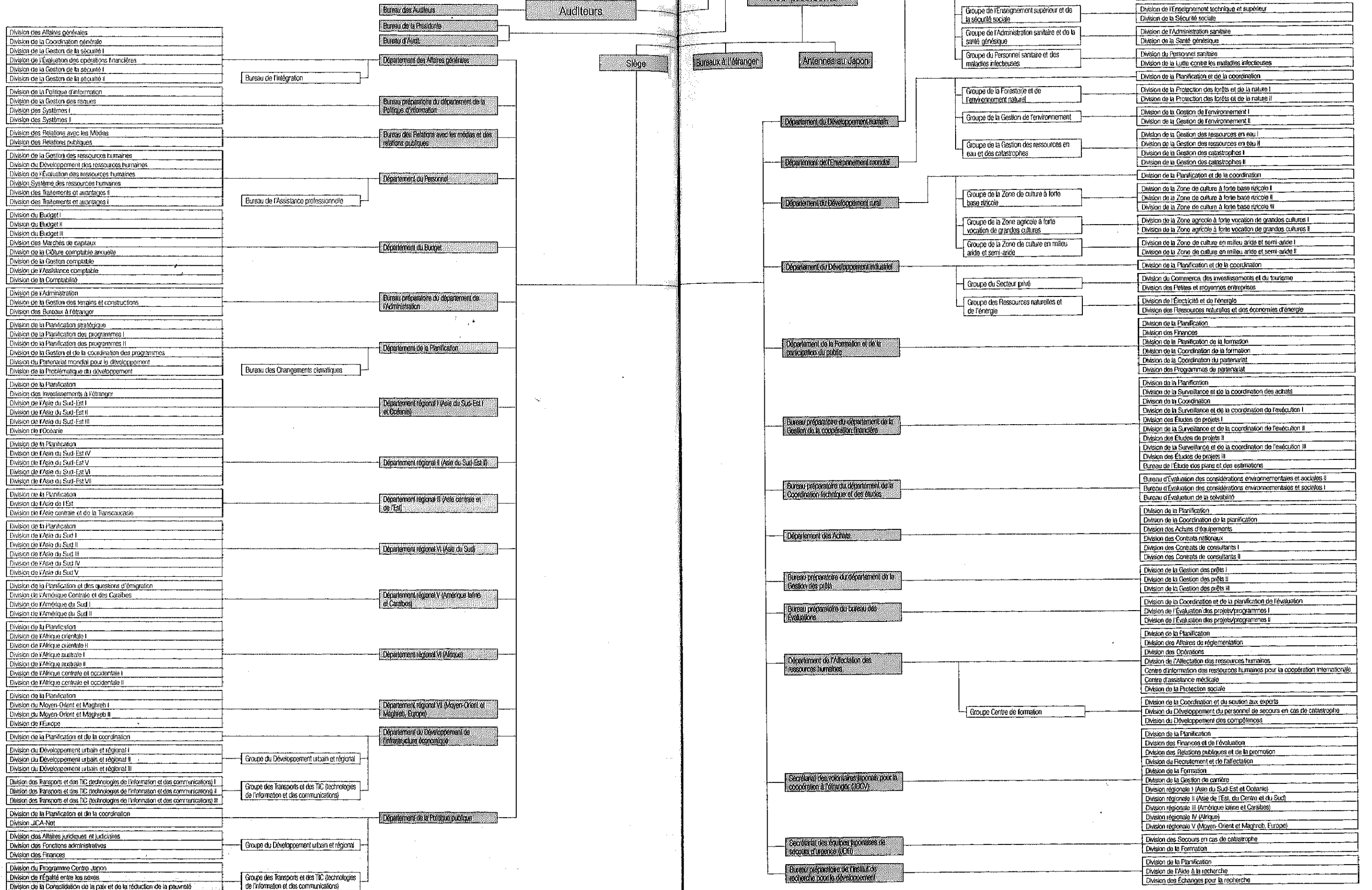


Organisation

Figure 5-1 Organigramme (exercice 2008)



Dossier
Partie 1
Partie 2
Partie 3
Partie 4
Références

Moyen-Orient et Maghreb, Europe

Bureau de la JICA dans les Balkans
Bureau de la JICA en France
Bureau de la JICA en Palestine
Bureau de la JICA au Maroc
Bureau de la JICA en Jordanie
Bureau de la JICA en Turquie
Bureau de la JICA en Tunisie
Bureau de la JICA en Syrie
Bureau de la JICA en Arabie saoudite
Bureau de la JICA en Égypte

Afrique

Bureau de la JICA au Mozambique
Bureau de la JICA en Afrique du Sud
Bureau de la JICA au Malawi
Bureau de la JICA à Madagascar
Bureau de la JICA au Burkina Faso
Bureau de la JICA au Niger
Bureau de la JICA au Nigeria
Bureau de la JICA en Tanzanie
Bureau de la JICA au Sénégal
Bureau de la JICA en Zambie
Bureau de la JICA au Kenya
Bureau de la JICA au Ghana
Bureau de la JICA en Éthiopie
Bureau de la JICA en Ouganda

Amérique du Nord, Amérique latine et Caraïbes

Bureau de la JICA au Mexique
Bureau de la JICA au Honduras
Bureau de la JICA en Bolivie
Bureau de la JICA au Pérou
Bureau de la JICA au Brésil
Bureau de la JICA au Paraguay
Bureau de la JICA en République dominicaine
Bureau de la JICA au Salvador
Bureau de la JICA en Argentine
Bureau de la JICA aux États-Unis

Asie du Sud

Bureau de la JICA en Afghanistan
Bureau de la JICA au Bangladesh
Bureau de la JICA au Pakistan
Bureau de la JICA au Népal
Bureau de la JICA au Sri Lanka
Bureau de la JICA en Inde

Asie centrale et de l'Est

Bureau de la JICA au Kirghizistan
Bureau de la JICA en Ouzbékistan
Bureau de la JICA en Mongolie
Bureau de la JICA en Chine

Asie du Sud-Est II

Bureau de la JICA au Laos
Bureau de la JICA au Myanmar
Bureau de la JICA au Vietnam
Bureau de la JICA en Thaïlande
Bureau de la JICA au Cambodge

Asie du Sud-Est I et Océanie

Bureau de la JICA aux Fidji
Bureau de la JICA en Papouasie Nouvelle-Guinée
Bureau de la JICA en Malaisie
Bureau de la JICA aux Philippines
Bureau de la JICA au Timor-Leste
Bureau de la JICA en Indonésie

6 Bureaux d'appui régional

Bureau d'appui régional de la JICA pour l'Afrique
Bureau d'appui régional de la JICA pour l'Afrique centrale et occidentale
Bureau d'appui régional de la JICA pour l'Afrique orientale et australe
Bureau d'appui régional de la JICA pour l'Amérique Centrale et les Caraïbes
Bureau d'appui régional de la JICA pour l'Océanie
Bureau d'appui régional de la JICA pour l'Asie

17 Antennes au Japon

Centre de Hiroo (JICA Global Plaza)

Bureaux régionaux

Bureau régional du Tohoku
Bureau régional du Hokuriku
Bureau régional du Shikoku

Centres de formation des JOCV

Centre de formation de Nishinomiya
Centre de formation de Komagane

Centres internationaux

Centre international de Sapporo
Centre international d'Ohira
Centre international de Tsukuba
Centre international de Tokyo
Centre international de Yokohama
Centre international du Chubu
Centre international d'Osaka
Centre international du Hyogo
Centre international du Chugoku
Centre international de Kyushu
Centre international d'Okinawa

Budget

Les ressources de la JICA se composent de subventions de gestion et de fonds en fiducie, de fonds autogénérés et d'autofinancement. Le budget alloué pour l'exercice 2008 s'élève à 161,1 milliards JPY, soit 2 milliards JPY de plus que l'année précédente. Le programme de coopération financière non

remboursable, dont les actions de facilitation et d'exécution sont assurées par la JICA, représente un budget de 105,2 milliards JPY. La ventilation de ce budget pour l'exercice 2008 est indiquée dans le tableau 5-2.

Tableau 5-2 Budget de l'exercice 2008

		(Unité : millions JPY)	
Compte		Exercice 2007	Exercice 2008
Recettes	Subventions de gestion	155 626	153 786
	Produits des projets	638	612
	Intérêts créditeurs sur les prêts de développement et de financement	149	120
	Intérêts créditeurs sur les prêts pour le programme d'investissement et de financement de l'émigration	88	79
	Intérêts créditeurs sur les ventes échelonnées de concessions	1	1
	Recettes diverses	400	412
	Recettes des programmes contractés	2 990	2 819
	Recettes des donations	20	120
	Rentrées du fonds de gestion des installations	1 616	3 084
	Dépenses	0	697
Total		160 889	161 117
Dépenses	Frais généraux	11 981	12 097
	Hors postes spéciaux*	11 753	11 400
	Dépenses d'exploitation	144 282	142 997
	Dépenses pour les projets de coopération technique	79 752	79 467
	Dépenses pour les projets de coopération financière non remboursable	4 518	610
	Dépenses pour la coopération participative du public	26 117	25 443
	Dépenses pour le programme d'émigration	490	469
	Dépenses pour le recrutement et la formation du personnel d'aide	3 283	2 876
	Dépenses pour la recherche et le développement	0	624
	Dépenses pour la formulation des programmes	4 906	7 689
	Dépenses pour la coopération ultérieure	1 608	1 498
	Dépenses pour l'évaluation des projets/programmes	811	305
	Dépenses pour le soutien aux opérations	7 976	9 154
	Dépenses pour l'assistance comptable	14 021	14 062
	Dépenses pour les activités de secours en cas de catastrophe (dépenses spéciales)	800	800
	Dépenses pour les programmes contractés	2 990	2 819
	Dépenses pour les projets de donation	20	120
	Dépenses pour la gestion des installations	1 616	3 084
	Total		160 889

Remarque : 1. Dans chacune des catégories, les chiffres ont été arrondis, aussi les totaux ne correspondent-ils pas nécessairement à la somme des composants.

2. Les données budgétaires de l'exercice 2008 ont été reclassées comme suit :

- La majorité des dépenses pour les études préparatoires comptabilisées sous les dépenses liées aux projets de coopération financière non remboursable ont été intégrées dans les dépenses liées à la formulation des programmes.
- Une partie des dépenses liées au recrutement et à la formation du personnel d'aide et des dépenses liées à la formulation des programmes ont été intégrées dans la nouvelle catégorie des dépenses liées à la recherche et au développement.
- Les dépenses liées aux évaluations en fin de projets et aux évaluations des projets/programmes ont été intégrées dans les dépenses liées aux projets de coopération technique.

États financiers

Tableau 5-3 Bilan (au 31 mars 2008)

(Unité : JPY)

Actifs		Passif	
Élément	Montant	Élément	Montant
I Actifs circulants	41 924 323 835	I Passifs à court terme	30 149 070 508
Disponibilités et dépôts bancaires	37 362 258 112	Passifs sur subventions de gestion	6 898 768 986
Inventaires	529 628 561	Donations reçues	124 501 571
Biens stockés	522 812 127	Versements à recevoir	21 508 261 460
Cheptel	6 816 434	Charges à payer	1 129 740 736
Paiements anticipés	2 506 512 847	Passifs sur bail	193 651 741
Charges payées d'avance	157 884 682	Dépôts reçus	294 116 014
Produits à recevoir	75 436 930	Rentrées en attente	30 000
Recettes comptabilisées	104 470 560		
Prêts à court terme pour le programme d'investissement et de financement du développement	1 021 218 670	II Passifs à long terme	2 136 755 837
Provision pour créances irrécouvrables	-7 094 468	Passifs sur propriété	2 036 168 499
Prêts à court terme pour le programme d'investissement et de financement de l'émigration	143 142 625	Dons sur gestion de propriété	1 957 571 121
Provision pour créances irrécouvrables	-10 498 114	Dons pour accès à la propriété, etc.	78 597 378
Versements à court terme sur le capital de la vente de concessions	246 672	Passifs sur bail à long terme	100 565 588
Provision pour créances irrécouvrables	-14 183	Produit comptabilisé d'avance à long terme	21 750
Biens en consignation	5 650 316		
Paiements en attente	33 436 554	Total du passif	32 285 826 345
Avances payées	2 042 071		
II Immobilisations	64 828 258 770	Capital	
I Immobilisations corporelles	57 342 219 450	I Capital	83 332 866 850
Bâtiments	43 200 210 425	Investissement public	83 332 866 850
Amortissements cumulés	-8 428 849 916		
Pertes pour dépréciations cumulées	-580 935 598	II Excédent de capital	-11 225 025 211
Structures	1 473 218 572	Excédent de capital	-323 796 115
Amortissements cumulés	-597 874 549	Amortissement cumulé non inclus dans les dépenses	-10 313 421 043
Pertes pour dépréciations cumulées	-461 505	Pertes pour dépréciation cumulées non incluses dans les dépenses	-587 808 053
Machines et équipements	250 627 562		
Amortissements cumulés	-171 573 299	III Bénéfices non répartis	2 358 914 621
Véhicules et autres dispositifs de transport	1 516 007 935	Fonds de réserve	2 319 583 805
Amortissements cumulés	-769 455 497	Bénéfice non affecté pour l'année en cours	39 330 816
Outils, instruments et accessoires	2 737 292 798	(Bénéfice total pour l'année en cours)	(39 330 816)
Amortissements cumulés	-1 629 436 709		
Terrains	19 748 669 867	Capital total	74 466 756 260
Pertes pour dépréciations cumulées	-520 800		
Constructions en cours	595 302 164	Total du passif et capital	106 752 582 605
2 Immobilisations incorporelles	13 639 118		
Marques déposées	3 593 243		
Droits d'abonnement téléphonique	6 299 300		
Droit de recourir aux centrales et autres installations d'approvisionnement en énergie	3 746 575		
3 Investissements et autres actifs	7 472 400 202		
Investissements dans des titres	38 118		
Prêts à long terme pour le programme d'investissement et de financement du développement	4 453 816 109		
Provision pour créances irrécouvrables	-50 990 733		
Prêts à long terme pour le programme d'investissement et de financement de l'émigration	3 336 947 199		
Provision pour créances irrécouvrables	-1 909 806 461		
Versements à long terme sur le capital de la vente de concessions	71 626 919		
Provision pour créances irrécouvrables	-71 626 919		
Paiements anticipés à long terme	1 287 080		
Garantie versée	1 641 108 890		
Total des actifs	106 752 582 605		
Total	106 752 582 605	Total	106 752 582 605

Tableau 5-4 Compte de résultats (1er avril 2007 – 31 mars 2008)

(Unité : JPY)

Charges et pertes		Recettes	
Élément	Montant	Élément	Montant
Dépenses ordinaires	157 899 702 010	Recettes ordinaires	153 145 575 286
Dépenses d'exploitation	144 834 553 937	Recettes des subventions de gestion	148 122 292 107
Dépenses pour la formulation des programmes	4 791 082 617	Recettes des programmes contractés	2 562 664 566
Dépenses pour les projets de coopération technique	79 712 767 511	Recettes du programme d'investissement et de financement pour le développement	140 340 440
Dépenses pour les projets de coopération financière non remboursable	3 416 812 405	Recettes des opérations d'établissement	10 896 494
Dépenses pour la coopération participative du public	25 660 608 390	Recettes du programme d'investissement et de financement pour l'émigration	96 710 058
Dépenses pour le programme d'émigration	476 289 763	Recettes des donations	96 675
Dépenses pour les activités de secours en cas de catastrophe	522 172 455	Transfert de provision pour créances irrécouvrables	677 977 523
Dépenses pour le recrutement et la formation du personnel d'aide	3 153 486 724	Transfert de passif pour dons de gestion de propriété	395 438 994
Dépenses pour la coopération ultérieure	1 438 463 295	Transfert de passif pour dons d'accès à la propriété	19 560 026
Dépenses pour l'évaluation des projets/programmes	600 223 076	Produits financiers	
Dépenses pour le soutien aux opérations	8 112 804 085	Intérêts créditeurs	263 294 155
Dépenses pour l'assistance comptable	13 843 941 150	Bénéfices divers	856 304 248
Dépenses pour les programmes contractés	2 560 286 883	Bénéfices d'exploitation	-4 754 126 724
Dépenses pour les projets de donation	96 675		
Dotations aux amortissements	545 518 908	Pertes extraordinaires	16 132 469
Frais généraux	12 189 153 303	Pertes sur désaffectation d'immobilisations	5 684 171
Frais financiers	839 555 457	Pertes sur les ventes d'immobilisations	10 448 298
Intérêts débiteurs	12 119 470		
Pertes sur les opérations de change	827 435 987	Bénéfices extraordinaires	6 716 918
Pertes diverses	36 439 313	Bénéfices sur les ventes d'immobilisations	1 162 020
		Bénéfices sur les ventes d'actions de sociétés affiliées	5 554 898
		Revenu net	-4 763 542 275
		Reprise des dépôts excédentaires de la période couverte par le plan à moyen terme précédent	4 802 873 091
		Revenu total sur l'année en cours	39 330 816
Total	157 899 702 010	Total	157 899 702 010

Tableau 5-5 État des flux de trésorerie (1er avril 2007 – 31 mars 2008)

(Unité : JPY)

I Flux de trésorerie des activités d'exploitation		
Paiement des dépenses d'exploitation		-138 766 928 984
Paiement des dépenses pour les programmes contractés		-2 517 675 315
Paiement des frais de personnel		-16 413 070 580
Paiement d'autres opérations		-880 467 743
Recettes des subventions de gestion		155 625 501 000
Recettes des programmes contractés		2 750 361 000
Intérêts de prêts		249 547 932
Produits des opérations d'établissement		24 657 890
Intérêts créditeurs		10 917 004
Remboursement du capital		13 740 886
Recettes des donations		96 675
Autres recettes		1 649 028 133
Sous total		1 721 050 008
Intérêts perçus		258 982 473
Intérêts versés		-12 119 470
Paiements au Trésor public		-652 291 667
Flux de trésorerie des activités d'exploitation		1 315 621 344
II Flux de trésorerie des activités d'investissement		
Paiements pour l'acquisition des immobilisations		-1 555 089 586
Produits des ventes d'immobilisations		57 980 791
Produit des cours de prêts à long terme		1 854 360 417
Paiement pour les dépôts à terme		400 000 000
Produit pour les certificats de dépôt négociables		1 500 000 000
Recettes résultant de la liquidation de sociétés affiliées		49 000 000
Flux de trésorerie des activités d'investissement		2 306 271 623
III Flux de trésorerie des activités de financement		
Remboursement des dettes de location		-282 727 487
Paiement au Trésor public		-5 175 174 281
Flux de trésorerie des activités de financement		-5 457 901 768
IV Effet des variations des cours de change sur les fonds		193 825 575
V Diminution nette des fonds		-2 029 834 376
VI Fonds au début de l'année		5 192 092 488
VII Fonds à la fin de l'année		3 162 258 112

Dossier

Partie 1

Partie 2

Partie 3

Partie 4

Références

Tableau 5-6 Calendrier concernant l'affectation des bénéfices

			(Unité : JPY)
I Bénéfices non affectés pour l'année en cours			39 330 816
	Recettes totales pour l'année en cours	39 330 816	
II Affectation des recettes			
	Fonds de réserve	39 330 816	39 330 816

Tableau 5-7 État des coûts de fonctionnement des services administratifs (1er avril 2007 – 31 mars 2008)

				(Unité : JPY)
I Dépenses d'entreprise				153 300 633 402
(1) Dépenses au compte de résultats				
	Dépenses d'exploitation	144 834 553 937		
	Frais généraux	12 189 153 303		
	Frais financiers	839 555 457		
	Pertes diverses	36 439 313		
	Pertes sur désaffectation d'immobilisations	5 684 171		
	Pertes sur les ventes d'immobilisations	10 448 298	157 915 834 479	
(2) (Déduction) Recettes propres				
	Recettes des programmes contractés	-2 562 664 566		
	Recettes du programme d'investissement et de financement pour le développement	- 140 340 440		
	Recettes des opérations d'établissement	- 10 896 494		
	Recettes du programme d'investissement et de financement pour l'émigration	-96 710 058		
	Recettes de donation	- 96 675		
	Transfert de provision pour créances irrécouvrables	- 677 977 523		
	Produits financiers	- 263 294 155		
	Bénéfices divers	- 856 304 248		
	Bénéfices sur les ventes d'immobilisations	- 1 162 020		
	Bénéfices sur les ventes d'actions de sociétés affiliées	- 5 554 898	- 4 615 001 077	
II Amortissement cumulé non inclus dans les dépenses				2 056 920 566
	Amortissement cumulé non inclus dans les dépenses		2 056 358 146	
	Pertes sur le remboursement d'immobilisations corporelles non inclus dans les dépenses		13 562 360	
III Pertes sur dépréciation cumulées non incluses dans les dépenses				68 943 975
IV Montant estimé des primes non inclus dans la provision				- 16 396 689
V Accroissement estimatif des prestations de retraite non inclus dans la provision				- 556 090 347
VI Coût d'opportunité				
	Investissements publics et autres coûts d'opportunité		966 230 724	
VII Coûts de fonctionnement des services administratifs				155 633 442 071

Principales règles et méthodes comptables

1. Règles de présentation des subventions de gestion

La méthode appliquée est celle de la norme de constatation des produits fondée sur les charges à payer. Cela vient de ce qu'il est difficile d'appliquer les normes axées sur les performances ou la durée, car il faut beaucoup plus de temps pour évaluer objectivement les résultats des activités et que ces normes présentent d'autres difficultés.

2. Méthodes d'amortissement

(1) Immobilisations corporelles

Méthode de l'amortissement constant.

Les durées de vie des principaux actifs sont les suivantes :

Bâtiments : 2 - 50 ans

Ouvrages d'infrastructure : 1 - 39 ans

Machines et équipements : 1 - 20 ans

Véhicules et autres moyens de transport : 1 - 6 ans

Outils, instruments et petit matériel : 1 - 18 ans

Les coûts prévisionnels des amortissements d'actifs amortissables (règle comptable pour les institutions administratives indépendantes n° 86) sont directement déduits de l'excédent de capital et reportés dans le montant cumulé des amortissements non inclus dans les dépenses.

(2) Immobilisations incorporelles

Méthode de l'amortissement constant.

3. Règle pour l'affectation des provisions et l'estimation relatives aux primes

La provision ne couvre pas le montant estimé des primes, la source de financement étant assurée par des subventions de dépenses de fonctionnement.

Le montant estimé des primes non inclus dans la provision, tel qu'il figure dans l'état des coûts de fonctionnement des services administratifs, correspond à l'estimation des primes versées sur l'exercice en cours, calculée suivant la norme comptable n°87.

4. Règle pour l'affectation des dotations et comparaison avec les prestations de retraite

La JICA a adopté un régime de retraite à prestations déterminées, combiné à une prime forfaitaire de départ et un fonds de pension pour les salariés. Elle cotise au fonds de pension d'entreprise pour les sociétés spéciales travaillant dans les échanges internationaux et l'industrie.

La dotation pour les retraites ne couvre pas les primes forfaitaires de départ, la source de financement étant assurée par des subventions de dépenses de fonctionnement. La dotation pour les retraites ne couvre pas les prestations du Fonds de pension de salariés, la source de financement des cotisations d'assurance du Fonds de pension et celle de la provision pour pertes du fonds étant garanties par les subventions pour dépenses d'exploitation. Comme indiqué dans l'état des coûts de fonctionnement des services administratifs (tableau 5-7), l'accroissement prévisionnel des prestations de pension de retraite non incluses dans la dotation est comptabilisé comme une provision, sur l'exercice courant, pour la prime forfaitaire de départ (calculée suivant la règle comptable n° 38).

5. Base et règle pour l'affectation des provisions, etc.

Provision pour créances irrécouvrables

Pour couvrir les pertes des prêts, la JICA inscrit l'arriéré prévisionnel, en prenant en compte le taux réel de perte pour les prêts ordinaires et les possibilités de recouvrement spécifiques des prêts douteux, etc.

6. Règles et méthodes pour l'évaluation des valeurs mobilières

(1) Investissement dans les sociétés liées

Le calcul est basé sur la méthode du coût moyen.

(2) Autres valeurs mobilières (non négociables)

Le calcul est basé sur la méthode du coût moyen.

7. Règles et méthodes pour l'évaluation des stocks

Biens stockés

Méthode PEPS (premier entré, premier sorti).

8. Règles de conversion des actifs et des dettes en devises en yens

Les créances et dettes liquides en devises sont converties en yens suivant le cours au comptant à la fin de l'exercice. Les différences de change sont comptabilisées comme des gains ou des pertes.

9. Règles pour le calcul des coûts d'opportunité dans l'état des coûts de fonctionnement des services administratifs Taux d'intérêt utilisé pour calculer les coûts d'opportunité concernant les investissements des administrations centrale et locales, etc. :

1 275 % en référence au rendement du taux fixe JGB* à 10 ans, au 31 mars 2008.

10. Comptabilisation des opérations de location-acquisition

Pour les opérations de location-acquisition dont les frais s'élèvent à 3 millions JPY et plus, la pratique comptable utilisée est la même que pour les opérations courantes.

Pour les opérations de location-acquisition dont les frais sont inférieurs à 3 millions JPY, la pratique comptable utilisée est la même que pour les opérations de location ordinaires.

11. Comptabilisation des taxes à la consommation

Les taxes à la consommation sont incluses dans les montants sur les états financiers.

12. Modification importantes des règles et méthodes comptables

1) Modification des procédures comptables

Jusqu'à l'exercice précédent, les postes « recettes de l'exploitation d'installations » et « dépenses pour le soutien aux opérations » (afférentes aux stagiaires de la JICA) étaient calculés séparément. Dorénavant, ils seront calculés ensemble de manière à s'équilibrer. Ce changement n'aura pas d'incidence sur le compte de résultats. Sur l'exercice précédent, chacun des deux postes s'élevait à 1 714 178 662 JPY.

2) Normes comptables des institutions administratives indépendantes

La « Révision des normes comptables des institutions administratives indépendantes » (sous-comité comptabilité des entreprises de droit public, groupe d'experts en comptabilité publique/système juridique, comité sectoriel des systèmes financiers, comité des systèmes financiers, groupe d'étude sur les normes comptables des institutions administratives indépendantes, 19 novembre 2007), les « Normes comptables des institutions administratives indépendantes » et les « Q&R concernant les Normes comptables des institutions administratives indépendantes » et les « Notes d'orientation » concernant les normes comptables des institutions administratives indépendantes » (Bureau de la gestion administrative du ministère de l'Intérieur et des Communications, Bureau du budget du ministère des Finances et Institut japonais des experts-comptables, révision finale en février 2008) ont été adoptées à dater de l'exercice en cours.

Les changements apportés aux procédures comptables importantes par ces révisions des normes comptables des institutions administratives indépendantes et leur incidence sont présentés ci-après :

1) Montant estimé des primes non inclus dans la provision

La source de financement étant assurée par des subventions de dépenses de fonctionnement à compter du présent exercice, le montant estimé des primes non inclus dans la provision correspond à la provision pour primes de l'exercice en cours. De ce fait, le coût de fonctionnement des services administratifs est inférieur de 16 395 589 JPY à ce qu'il serait avec l'ancienne méthode.

2) Capital et actif net

Le capital pour l'exercice en cours correspond à l'actif net. Cette mesure n'a pas d'influence sur les bénéfices et les pertes. Le montant pour l'exercice en cours équivalent au « capital » dans les comptes de l'exercice précédent s'élevait à 74 466 756 260 JPY.

1.3) Reclassements

A compter de l'exercice en cours, certains postes du compte de résultats sont reclassés. L'incidence de ces changements sur les comptes de l'exercice précédent est présentée en détail dans le tableau ci-dessous.

Ce tableau indique également les montants affectés par la modification des procédures comptables (1 714 178 662 JPY) décrite au point 12 ci-dessus « Modifications importantes des règles et méthodes comptables ».

(Unité : JPY)

	Avant reclassement	Après reclassement	Écart
Dépenses ordinaires			
Dépenses d'exploitation			
Dépenses pour les projets de coopération technique	84 297 866 175	82 922 352 554	1 375 513 621
Dépenses pour la coopération ultérieure	0	1 671 751 254	-1 671 751 254
Dépenses pour la coopération participative du public	25 593 830 863	24 720 769 896	873 060 967
Dépenses pour les antennes au Japon	4 080 819 562	0	4 080 819 562
Dépenses pour les bureaux de représentation à l'étranger	9 716 747 759	0	9 716 747 759
Dépenses pour le soutien aux opérations	2 527 180 881	0	2 527 180 881
Dépenses pour l'assistance comptable	0	13 798 422 615	-13 798 422 615
Autres dépenses d'exploitation	25 894 004 411	25 894 004 411	0
Frais généraux	9 943 283 178	11 332 253 437	-1 388 970 259
Autres dépenses ordinaires	158 386 941	158 386 941	0
Total des dépenses ordinaires	162 212 119 770	160 497 941 108	1 714 178 662
Recettes ordinaires			
Recettes de l'exploitation d'installations	1 988 278 212	0	1 988 278 212
Bénéfices divers	718 622 590	992 722 140	-274 099 550
Autres recettes ordinaires	165 396 409 187	165 396 409 187	0
Total des recettes ordinaires	168 103 309 989	166 389 131 327	1 714 178 662
Bénéfices d'exploitation	5 891 190 219	5 891 190 219	0
Pertes extraordinaires	98 833 403	98 833 403	0
Bénéfices extraordinaires	714 238	714 238	0
Résultat net	5 793 071 054	5 793 071 054	0
Résultat net de l'exercice en cours	5 793 071 054	5 793 071 054	0

Remarques

Remarques sur le bilan

1. Prestations de pension provisionnelles à assurer par la subvention pour dépenses d'exploitation

26 378 836 361 JPY

(1) Répartition des coûts des prestations des pensions de retraite

	Exercice 2007
1) Obligations découlant du régime des retraites	-40 326 626 191
2) Actif de régime de retraite	13 947 787 830
3) Charges de retraites échues 1) + 2)	-26 378 836 361
4) Différence au changement de règles comptables	0
5) Différences actuarielles non constatées	0
6) Obligations pour services passés non constatées (diminution des dettes)	0
7) Montant net reporté au bilan 3) + 4) + 5) + 6)	-26 378 836 361
8) Charges de retraite payées d'avance	0
9) Dotation pour les retraites 7) - 8)	-26 378 836 361

(2) Répartition des dépenses pour les pensions de retraite

	Exercice 2007
1) Coût des prestations	968 587 000
2) Charges d'intérêt	531 171 020
3) Rendement prévu des actifs du régime de retraite	0
4) Amortissement des obligations pour services passés	0
5) Amortissement des différences actuarielles	343 066 368
6) Autres (primes réunies pour le fonds de pension des salariés)	-328 804 426

(3) Base de calcul des obligations découlant du régime des retraites, etc.

	Exercice 2007
1) Taux d'escompte Pension de retraite	2,0%
2) Méthode d'affectation périodique pour les prestations de départ à la retraite	Méthode forfaitaire de pension
3) Période d'amortissement des obligations pour services passés	1
4) Autres (période d'amortissement des différences actuarielles, taux de rendement réel, etc.)	1

2. Estimation des primes assurées par les subventions de gestion

877 136 387 JPY

3. Pertes pour dépréciation sur immobilisations

(1) Immobilisations dépréciées

A. Description succincte de l'utilisation, du type, de l'emplacement et de la valeur comptable des immobilisations dépréciées

Des pertes par dépréciation ont été constatées pour les éléments d'actifs suivants.

Élément d'actif	Utilisation	Emplacement	Type	Valeur comptable avant pertes par dépréciation	Pertes par dépréciation non incluses dans les dépenses de l'année en cours	Pertes par dépréciation cumulées non incluses dans les dépenses de l'année en cours
Yokosuka Heim 1002		Ville de Yokosuka, préfecture de Kanagawa	Bâtiment	5 197 842	1 298 445	*1
Yokosuka Heim 1210		Ville de Yokosuka, préfecture de Kanagawa	Bâtiment	8 687 429	2 668 922	*1
			Bâtiment Terrain	6 274 000	62 183	
Lions Mansion Daidou 505	Logements pour le personnel	Ville de Naha, préfecture d'Okinawa	Bâtiment	5 574 154	1 083 304	*1
			Bâtiment Terrain	3 898 000	378 750	
Konan Motoyama Cooperative Apartment House 507		Ville de Kobe, préfecture du Hyogo	Bâtiment	2 383 875	1 559 625	1 559 625
Suma Ichinotani Green Heights G-305		Ville de Kobe, préfecture du Hyogo	Bâtiment	837 037	324 112	324 112
			Bâtiment Terrain	2 901 000	520 800	520 800
Droits d'abonnement téléphonique	Droits d'abonnement téléphonique	Ville de Tokyo, quartier de Shibuya	Droits d'abonnement téléphonique	7 291 850	992 550	992 550
Grappe de serveurs externe rattachée au Centre international de Tsukuba	Projet de formation	Ville de Tsukuba, préfecture d'Ibaraki	Bâtiment	59 324 304	59 324 304	*1
			Bâtiment Terrain	730 980	730 980	*1

*1. Déjà vendu ou supprimé, et donc exclu des pertes par dépréciation accumulées à la fin de l'année en cours.

B. Cadre général relatif à l'identification des pertes par dépréciation

En janvier 2008, les cinq unités de logements pour le personnel ont été mises à la vente, suite à la décision de ne pas les utiliser au cours de l'exercice 2007, conformément au plan à moyen terme, sur la période des objectifs à moyen terme partant de l'exercice 2007. Deux unités (Yokosuka Heim et Lions Mansion Daidou) ont été vendues en janvier 2008, alors que les deux restantes (Konan Motoyama Cooperative Apartment House et Suma Ichinotani Green Heights) n'ont pas trouvé preneur, et il est prévu de les vendre au cours de l'exercice 2008 ou ultérieurement. Leur valeur comptable a alors été réduite à la valeur recouvrable et le montant ainsi réduit

enregistré dans la rubrique « pertes sur dépréciation cumulées non incluses dans les dépenses » et présenté comme un montant venant en déduction de l'excédent de capital. Concernant les droits d'abonnement téléphonique, une augmentation générale des lignes suspendues a été prévue et par conséquent, leur valeur comptable a été réduite à la valeur recouvrable et le montant ainsi réduit enregistré dans la rubrique « pertes sur dépréciation cumulées non incluses dans les dépenses » et présenté comme un montant venant en déduction de l'excédent de capital.

Il a été décidé de ne plus utiliser la grappe de serveurs externe rattachée au Centre international de Tsukuba et de transférer les fonctions de la grappe à l'intérieur du Centre. La grappe externe a donc été retirée en juillet 2007 et une perte par dépréciation a été identifiée.

- *1. La valeur recouvrable des bâtiments et terrains des logements pour le personnel est donnée par la valeur de vente nette, elle-même calculée à partir des valeurs estimées du bien immobilier, diminuées des frais de cession.
- *2. La valeur recouvrable des droits d'abonnement téléphonique des installations suspendues est donnée par la valeur de vente nette. Celle-ci est calculée à partir des valeurs estimatives des droits de succession. La valeur recouvrable des droits d'abonnement téléphonique des installations en exploitation est donnée par la valeur d'usage ou son équivalent, qui sont calculés à partir des prix officiels fixés par NTT.
- *3. La valeur recouvrable de la grappe de serveurs rattachée au Centre international de Tsukuba est donnée par sa valeur d'usage ou son équivalent.

(2) Pertes pour dépréciation sur immobilisations

A. Description succincte de l'utilisation, du type et de l'emplacement des immobilisations concernées par une cessation d'activité

Des pertes par dépréciation ont été constatées pour les éléments d'actifs suivants.

Élément d'actif	Utilisation	Emplacement	Type	Valeur comptable
Ancien Centre international de Hachioji	Hébergement pour les participants à une formation	Ville de Hachioji, Préfecture de Tokyo	Terrain	0
			Bâtiments	0
			Structures	522 376 000
Centre international du Chubu	Hébergement pour les participants à une formation	Ville de Nagoya, préfecture d'Aichi	Terrain	136 146 419
			Bâtiments	1 921 664
			Structures	452 715 000

B. Contexte et raisons de la cessation d'activité

Au vu des résultats de l'enquête sur l'aide dans toutes les antennes de la JICA au Japon, il a été décidé au cours de l'exercice 2004 de mettre fin aux activités du Centre international de Hachioji et il a été fermé en mars 2007. La valeur comptable a alors été réduite à la valeur recouvrable et le montant ainsi réduit enregistré dans la rubrique « pertes sur dépréciation cumulées non incluses dans les dépenses » et présenté comme un montant venant en déduction de l'excédent de capital.

Après avoir voté (dans le plan à moyen terme, sur la période des objectifs à moyen terme, partant de l'exercice 2003) la reconstruction du Centre international du Chubu, il a été décidé de mettre fin à ses activités et de le transformer en centre pour la formation et les projets de coopération participative dans la région du Chubu.

C. Valeur comptable, valeur recouvrable et valeur des pertes pour dépréciation sur la période programmée pour la cession d'activité

Élément d'actif	Type	Cessation d'activité	Valeur comptable à la date de la cessation d'activité	Perte par dépréciation (estimée)	Valeur recouvrable (estimée) ¹⁷
Ancien Centre international de Hachioji	Terrain	Mars 2007	0	0	0
	Bâtiments		0	0	0
	Structures		522 376 000	522 376 000	0
Centre international du Chubu	Terrain	Exercice 2008 (date programmée)	119 117 923	119 117 923	0
	Bâtiments		1 591 055	1 591 055	0
	Structures		452 715 000	452 715 000	0

¹⁷ La valeur recouvrable est estimée à partir de la valeur comptable à la date de cession d'activité.

Remarques sur l'état du flux de trésorerie

Les fonds figurant dans les états du flux de trésorerie sont les espèces, les comptes de dépôt et les comptes chèques.

(1) Relation entre le solde des fonds en début d'année et les montants des comptes de bilan

(au 31 mars 2008)	(Unité : JPY)
Disponibilités et dépôts	37 362 258 112
Dépôts à terme	-34 200 000 000
Solde des fonds en début d'année	3 162 258 112

(2) Description des principaux mouvements hors fonds

Actifs obtenus en location acquisition	(Unité : JPY)
Outils, instruments et accessoires	79 543 699

Remarques sur l'état des coûts de fonctionnement des services administratifs

Personnel prêté par des administrations, comptabilisé comme des coûts d'opportunité

Sur l'accroissement prévisionnel des primes de départ non incluses dans la provision, 28 338 210 JPY ont été comptabilisés comme une augmentation, sur l'exercice courant, de la dotation pour le départ à la retraite et le licenciement de 28 agents prêtés.

Opérations de location-acquisition

Le montant concerné par les opérations de location-acquisition dans les comptes de résultats s'est élevé pour l'année en cours à 4 614 035 JPY. Les bénéfices nets après déduction de ce montant sont de 34 716 781 JPY.

Pertes et profits selon la méthode de mise en équivalence, etc.

N'ayant pas de filiales juridiquement constituées, la JICA n'établit pas d'états financiers consolidés. Il n'y a pas de pertes et profits la concernant et découlant de la méthode de mise en équivalence pour les filiales de la JICA. Le 20 octobre 2005, la JADECO (Japan-Brasil Agricultural Development Corporation), qui est l'unique société liée à la JICA, a décidé de sa dissolution et l'enregistrement prouvant que la liquidation est bien intervenue en date du 27 août 2007.

Charge de la dette importante

Sans objet

Faits importants postérieurs au bilan

Sans objet

Réseau à l'étranger

Etiracitade la JICA

Asie

Bangladesh

JICA Bangladesh Office
 UDAY Tower (7th floor), Plot No.57 & 57A, Gulshan
 Av. (South), Circle-1, Dhaka-1212, BANGLADESH
 (Banani P.O. Box No. 9030, Dhaka-1213, BANGLADESH)
 Tel: + (880-2)-9891897

Cambodge

JICA Cambodia Office
 House No. 48AEO, Monivong Blvd, Sangkat Tonle Bassac,
 Khan Chamkarmon, Phnom Penh, CAMBODIA
 (P.O. Box 613, Phnom Penh, CAMBODIA)
 Tel: + (855-23)-211673

Chine

JICA China Office
 Room No. 400, Beijing Fortune Building,
 5 Dong San Huan Bei-Lu, Chao Yang District, Beijing 100004,
 PEOPLE'S REPUBLIC OF CHINA
 Tel: + (86-10)-6590-9250

Inde

JICA India Office
 JA, 3rd Floor, Lotus Towers Community Centre,
 New Friends Colony, New Delhi-110025, INDIA
 Tel: + (91-11)-4167-2580

Indonésie

JICA Indonesia Office
 Sentra Senayan II, 14th Floor, Asia Afrika No.8,
 Gelora Bung Karno-Senayan, Jakarta, Pusat, 10270, INDONESIA
 Tel: + (62-21)-390-7533

Kirghizstan

JICA Kyrgyz Republic Office
 10th Floor, « Business Center » Building, 32 Razzakova Street,
 Bishkek 720041, KYRGYZ REPUBLIC
 Tel: + (996-312)- 900270

Laos

JICA Laos Office
 Sihom Commerce Center Building - 3rd Floor,
 Building No. 006, Luangprabang Rd., Ban Sihom,
 Chantabouly District, Vientiane City, LAO P.D.R.
 (P.O. Box 3933, Vientiane, LAO P.D.R.)
 Tel: + (856-21)-241100

Malaisie

JICA Malaysia Office
 Suite 29.03, Level 29, Menara Citibank,
 165, Jalan Ampang, 50450 Kuala Lumpur, MALAYSIA
 Tel: + (60-3)-21668900

Mongolie

JICA Mongolia Office
 7F, Bodi Tower, Sukhbaatar Square 3, Ulaanbaatar, MONGOLIA
 (Central P.O. Box 682, Ulaanbaatar 13, MONGOLIA)
 Tel: + (976-11)-325939

Myanmar

JICA Myanmar Office
 # 70E, Sakura Tower, 339 Bogyoke Aung San Road,
 Kyauktada Township, Yangon, MYANMAR
 (Adresse postale: c/o Technical Cooperation Section, Embassy
 of Japan, No. 100 Nammak Road, Yangon, MYANMAR,
 P.O. Box 841)
 Tel: + (95-1)-255473

Népal

JICA Nepal Office
 Block B, Kawachari Sanshaya Kosh Building Hariharbhawan,
 Lalitpur, NEPAL
 (P.O. Box 450, Kathmandu, NEPAL)
 Tel: + (977-1)-5552711

Ouzbékistan

JICA Uzbekistan Office
 5th Floor, International Business Center, 107-B,
 Amir Temur Str., Tashkent 700084, UZBEKISTAN
 Tel: + (998-71)-121-7966

Pakistan

JICA Pakistan Office
 4th Floor, Serena Office Complex, Plot No. 17, Ramna 5,
 Khasaban-e-Suhrawardy, G-5/1, Islamabad, PAKISTAN
 (P.O. Box 1772, Islamabad, PAKISTAN)
 Tel: + (92-51)-2829473

Philippines

JICA Philippines Office
 40th Floor, Yuchengco Tower RCBC Plaza, Ayala Av.,
 Makati City, PHILIPPINES
 (P.O. Box 1026, Makati Central Post Office, Makati City,
 PHILIPPINES)
 Tel: + (63-2)-889-7119

Sri Lanka

JICA Sri Lanka Office
 Green Lanka Tower, 5th Floor, 46/46, Nawam Mawatha,
 Colombo-2, SRI LANKA
 (P.O. Box No. 2068, Colombo, SRI LANKA)
 Tel: + (94-11)-2303700

Thaïlande

JICA Thailand Office
 1st Floor, Exchange Tower,
 388 Sukhumvit Road, Klomtoey Bangkok 10110, THAILAND
 Tel: + (66-2)-251-1655

Timor-Leste

JICA Timor-Leste Office
 No.26, Farol Area, Díli, TIMOR-LESTE
 (CPA No.83, Díli, TIMOR-LESTE)
 Tel: + (670)-3312420

Vietnam

JICA Viet Nam Office
 16th Floor, Office Tower, Daeha Business Center,
 360 Kim Ma Str., Ba Dinh District, Hanoi, VIET NAM
 Tel: + (84-4)-8315005

Océanie

Fidji

JICA Fiji Office
 Level 8, Suva Central Building, Corner of Pratt Street and
 Renwick Road, Suva, FIJI
 (JICA Private Mail Bag, Suva, FIJI)
 Tel: + (679)-3-302522

Papouasie-Nouvelle-Guinée

JICA Papua New Guinea Office
 1st Floor, Pacific Place Building, Masgrave Str.,
 Port Moresby, N.C.D., PAPUA NEW GUINEA
 (P.O. Box 1600, Port Moresby, N.C.D., PAPUA NEW GUINEA)
 Tel: + (675)-321-2677

Amérique du Nord et Amérique latine

Argentine

Agencia de Cooperación Internacional del
 Japón
 Edificio Maipú 1300, Piso 21, C1006ACT Buenos Aires,
 ARGENTINA
 Tel: + (54-11)-4313-8901

Bolivie

Agencia de Cooperación Internacional del
 Japón en Bolivia
 Av. Victor Sanjines No. 2678 Edificio Barcelona Piso 5, La Paz,
 BOLIVIA
 (Cajón Postal No. 11447, La Paz, BOLIVIA)
 Tel: + (591-2)-2422221

Brésil

Escritório Anexo da Embaixada do Japão
 JICA Brazil Office
 SCN - Quadra 2, Bloco "A" Ed. Corporate Financial Center, 4º
 Andar, Sala 402 Brasília-DF, Cep. 70-712-900, BRAZIL
 (Caixa Postal 09942, Brasília-DF, Cep 70.046-976, BRAZIL)
 Tel: + (55-61)-3321-6465

Dominicaine (République)

JICA Oficina en la República Dominicana
 Av. Sarasota No.20, Edificio Torre Empresarial AIRD, Piso 7,
 La Julia, Santo Domingo, REPUBLICA DOMINICANA
 (Apartado Postal No. 1163, Santo Domingo, REPUBLICA
 DOMINICANA)
 Tel: + (1-809)-381-6005

Honduras

JICA Oficina en Honduras
 Calle Santa Rosa Colonia Lomas del Mayab, Casa No.1346,
 Tegucigalpa, M.D.C., HONDURAS
 (Apartado Postal No. 1752, Tegucigalpa, M.D.C., HONDURAS)
 Tel: + (504)-232-6727

Mexique

JICA Oficina en México
 Ejercicio Nacional #904 Piso 17, Col. Palmas Palenque,
 MEXICO D.F., C.P. 11500 MEXICO
 Tel: + (52-55)-5557-9995

Paraguay

Agencia de Cooperación Internacional del
 Japón Oficina Exterior en Paraguay
 Avenida Mariscal Lopez 3794 Esquina Cruz del
 Chaco, Edificio Citibank Center Piso 5, Asunción-Paraguay
 PARAGUAY (Avenida Mariscal Lopez 3794 Esquina Cruz del
 Chaco,
 Edificio Citibank Center Piso 5, Asunción-Paraguay, Casilla
 de Correo
 1121, PARAGUAY)
 Tel: + (595-21)-608400

Pérou

Agencia de Cooperación Internacional del
 Japón
 Edificio Torre Signa XXI, Piso 21, Av. Canal Moreyra 380,
 San Isidro, Lima, PERU
 (Apartado Postal 18-0261, Lima 18, PERU)
 Tel: + (51-1)-221-2433

Salvador

Oficina Residente Representativa de JICA
 Calle y Colonia La Mascota No.521-A, San Salvador,
 EL SALVADOR, C.A.
 (Écrire l'adresse postale en espagnol pour le courrier et les colis)
 (Apartado Postal No.01-114, San Salvador, EL SALVADOR, C.A.)
 Tel: + (503)-22630940

Moyen-Orient et Maghreb

Afghanistan

JICA Afghanistan Office
 No. 49, Wazir Akhbar Khan Main Str.,
 in front of Wazir Akhbar Khan Mosque, Kabul, AFGHANISTAN
 (CPO Box. 461, Kabul, AFGHANISTAN)
 Tel: + 873-763-42422 (Inmarsat)

Arabie saoudite

JICA Saudi Arabia Office
 Economic Section, Annex of Japanese Embassy Block No. 55,
 Amer Ibn Aws Str., Al-Raed District, Riyadh, SAUDI ARABIA
 (P.O. Box 90552, Riyadh 11623, SAUDI ARABIA)
 Tel: + (966-1)-488-2212

Égypte

JICA Egypt Office
 World Trade Center 10th Floor,
 191 Corniche El Nile Str., Boulak, Cairo, EGYPT
 (P.O. Box 475, Dokki, EGYPT)
 Tel: + (20-2)-3748240

Jordanie

JICA Jordan Office
 Fountain Plaza, Abdel Rahim Haj-Mohammad Str., Sweifeh,
 Amman, JORDAN
 (P.O. Box 926355, Amman, 11190, JORDAN)
 Tel: + (962-6)-5858921

Maroc

Bureau de la JICA au Maroc
 6, Rue Rif, Route des Zaïris, Souissi, Rabat, MAROC
 Tel: + (212-37)-638708

Syrie

JICA Syria Office
 No. 28 Al Mahdi Bin Baraka Str., Abou-Roumaneh,
 Damascus, SYRIA
 (P.O. Box 10012, Damascus, SYRIA)
 Tel: + (963-11)-3339359

Tunisie

Bureau de la JICA en Tunisie
 05 Place Pasteur, 1002 Belvedere 1080 Tunis (2e étage)
 (B.P. 520, 10803 Cedex, Tunis, TUNISIE)
 Tel: + (216-71)-786-386

Turquie

JICA Turkey Office
 Ugur Muncu Cad. 88/6 B Block, Gaziosmanpasa
 06700 Ankara, TURKEY
 (P.K. 117 Kavaklıdere 06692, Ankara, TURKEY)
 Tel: + (90-312)-447-2530

Palestine

JICA Office in Gaza
 No. 102 Riyad Tower, 136/57 Damascus Str., Al-Remal, Gaza
 (Adresse postale: Mr. Takeda Natwe, JICA Office in Tel-Aviv
 c/o Embassy of Japan, Mailbox 38, Asia House 4th floor,
 4 Weizman Str., 64239, Tel-Aviv, ISRAEL)
 Tel: + (972-3)-6958291 (Tel-Aviv)

Afrique

Afrique du Sud

JICA South Africa Office
 Lord Charles, Building-B, 1st Floor, CNR Charles and Brooklyn
 Streets, Menlo Park, Pretoria, SOUTH AFRICA
 (P.O. Box 14068 Hatfield 0028, Pretoria, Republic of SOUTH
 AFRICA)
 Tel: + (27-12)-346-4493

Burkina Faso

Bureau de la JICA au Burkina Faso
 Cité SOCOGIB (HLM), Petit Paris (Secteur 8), entre l'Avenue
 du Mogho et la Rue Gandin, derrière le Service du Contrôle de
 la Migration, Ouagadougou, BURKINA FASO
 (01 B.P. 1484 Ouagadougou 01, BURKINA FASO)
 Tel: + (226-50)-346521

Éthiopie

JICA Ethiopia Office
 MINA Building, 6 - 7F
 Kirkos sub-city, Kebele 02, House No. 676/05, Addis Ababa,
 ETHIOPIA
 (P.O. Box 5384, Addis Ababa, ETHIOPIA)
 Tel: + (251-11)-504755

Ghana

JICA Ghana Office
 4th Floor, Millennium Heights Building, 14 Liberation Link,
 Airport Commercial Area, Accra, GHANA
 (P.O. Box A.N. 6402, Accra-North, GHANA)
 Tel: + (233-21)-760781

Kenya

JICA Kenya Office
 The Rabunilla Trust Tower 10th and 11th Floors,
 Upper Hill Road, Nairobi, KENYA
 (P.O. Box No. 50572-00200, Nairobi, KENYA)
 Tel: + (254-20)- 2724121

Madagascar

Bureau de la JICA à Madagascar
 N° 32 de Villa Pradon, Lot IV G 203, Rue Rainizahanolohana,
 Andranarivo, Antananarivo 101, MADAGASCAR
 (B.P. 7552, Andranarivo, Antananarivo 101, MADAGASCAR)
 Tel: + (261)-20-2259410

Malawi

JICA Malawi Office
 Pacific House, Area 13, Plot No. 100, City Centre, Lilongwe 3,
 MALAWI
 (P.O. Box 30321, Capital City, Lilongwe 3, MALAWI)
 Tel: + (265-1)-771644

Mozambique

JICA Mozambique Office
 Av. 24 de Julho No. 7, 5º andar, Escritório A, B e F,
 Maputo, MOZAMBIQUE
 (P.O. Box 2650, Maputo, MOZAMBIQUE)
 Tel: + (258-21)-486357

Niger

Bureau de la JICA au Niger
 No. 521, Rue des Laes, Pl.521, Quartier Plateau,
 Commune I, Niamey, NIGER
 (B.P.10036, Niamey, NIGER)
 Tel: + (227-20)-73-55-69

Nigeria

JICA Nigeria Office
 3rd Floor, Oakland Center, Aguiyi Ironsi Street, Maitama,
 Abuja, NIGERIA
 (P.M.B. 5990 Wuse, Abuja, NIGERIA)
 Tel: + (234-9)-523-2869

Ouganda

JICA Uganda Office
 East African Development Bank Building, 4th Floor,
 Plot No.4, Nile Av., Kampala, UGANDA
 (P.O. Box 12162, Kampala, UGANDA)
 Tel: + (256-41)-254326

- Sénégal**
 Bureau de la JICA au Sénégal
 Immeuble ABM, 5ème étage,
 20, Av. Léopold Sédar Senghor, Dakar, SÉNÉGAL.
 (B.P. 3323, Dakar, SÉNÉGAL)
 Tel. : + (221)-8216919
- Tanzanie**
 JICA Tanzania Office
 3rd Floor, Barclays House 1008/1 Ohio Str., Dar es Salaam,
 TANZANIA
 (P.O. Box 9450, Dar es Salaam, TANZANIA)
 Tel. : + (255-22)-2113227
- Zambie**
 JICA Zambia Office
 Plot No. 11743A, Brentwood Lane, Longacres, Lusaka, ZAMBIA
 (P.O. Box 30027, Lusaka 10101, ZAMBIA)
 Tel. : + (260-1)-254501
- Europe**
- Balkans**
 JICA Balkan Office
 Business Centre USCE, 17th Floor, Boulevard Mihajla Pupina 6,
 11070 Novi Beograd, SERBIA
 Tel. : + (381-11)-2200-750
- France**
 Bureau de la JICA en France
 8, rue Sainte-Anne, 75001 Paris, FRANCE
 Tel. : + (33-1)-40200421
- Amérique du Nord**
- États-Unis**
 JICA USA Office
 17761 Str. N.W., Suite No. 895, Washington D.C., 20006, U.S.A.
 Tel. : + (1-202)-293-2334

Bureaux de la JICA et des JOCV

- Asie**
- Bhoutan**
 JICA Bhutan Office
 Doybum Lam/Memorial Chorten, Thimphu, BHUTAN
 (P.O. Box 217, Thimphu, BHUTAN)
 Tel. : + (975-2)-322030
- Maldives**
 JICA/JOVC Maldives Office
 1st Floor, Radhunge-Aage, Nedhifarun Magu Galolhu,
 Male 20130, Republic of MALDIVES
 (P.O. Box 2007, Male, Republic of MALDIVES)
 Tel. : + (960)-332-2049
- Singapour**
 JICA Singapore Office
 Room 801, RELC Building 30, Orange Grove Road,
 SINGAPORE 258352
 Tel. : + (65)-67340706
- Tadjikistan**
 JICA Tajikistan Office
 No. 7 Telman Street, Apartment No. 5, Dushanbe, 734001,
 TAJIKISTAN
 Tel. : + (992-37)-881-2634
- Océanie**
- Marshall (îles)**
 JICA/JOVC Marshall Islands Office
 1st Floor, P.I.I. Complex, Delap Village Majuro Atoll,
 MH 96960, Republic of The MARSHALL ISLANDS (RMI)
 (P.O. Box F, Majuro, MH, 96960 Republic of The
 Marshall Islands)
 Tel. : + (692)-625-5437
- Micronésie (États fédérés)**
 JICA Micronesia Office
 3rd Floor Martin's Building, Kaselehch Str.,
 Kolonia, Pohnpei 96941, The Federated States of MICRONESIA
 (P.O. Box G, Kolonia, Pohnpei 96941),
 The Federated States of MICRONESIA)
 Tel. : + (691-320)-5350
- Palau (République)**
 JICA Palau Office
 George Ngiraasol Commercial Building, Koror, PALAU 96940
 (P.O. Box 6047, Koror, PALAU 96940)
 Tel. : + (680)-488-5373
- Salomon (îles)**
 JICA Solomon Islands Office
 1st Floor, Solomon Islands Mutual Center Building, Town
 Ground, Mendana Av., Honiara, SOLOMON ISLANDS
 (P.O. Box 793, Honiara, SOLOMON ISLANDS)
 Tel. : + (677)-24170
- Samoa**
 JICA Samoa Office
 Muliva'i, Apia, SAMOA
 (P.O. Box No. 1625, Apia, SAMOA)
 Tel. : + (685)-22572
- Tonga**
 JICA Tonga Office
 Level 3, National Reserve Bank of Tonga Building, Salote Road,
 Fasi-moe-Ah, Nuku'alofa, Kingdom of TONGA
 (P.O. Box 413, Nuku'alofa, Kingdom of TONGA)
 Tel. : + (676)-23072
- Vanuatu**
 JICA Vanuatu Office
 Pierre Lamy Str., Port Vila, VANUATU
 (P.M.B. 9005, Port Vila, VANUATU)
 Tel. : + (678)-23546
- Amérique latine**
- Belize**
 JICA/JOVC Belize Office
 Apt. 301, Belize Marina Towers, Belize City, BELIZE, C.A.
 (P.O. Box 224, BELIZE, C.A.)
 Tel. : + (501-2)-23-4404

- Chili**
 Agencia de Cooperación Internacional del
 Japon
 Av. Apoquindo 3650, OF704, Las Condes, Santiago, CHILE
 (Casilla 16137, Correo 9, Santiago, CHILE)
 Tel. : + (56-2)-208-9990
- Colombie**
 Agencia de Cooperación Internacional del
 Japon
 Carrera 7, No. 73-55, Piso 13, Edificio Ultra Bursátiles,
 Bogotá D.C., COLOMBIA
 (Apartado Aéreo No. 90861, Bogotá, D.C., COLOMBIA)
 Tel. : + (57-1)-312-4117
- Costa Rica**
 JICA Costa Rica Office
 Avenida Iera y calle 39, Barrio Dent, San Pedro,
 Edificio Delfos, 3er Piso (100mts Norte de la Agencia Subaru),
 San José, COSTA RICA A.C.
 (Apartado Postal No. 666-2010, Zapote, San José,
 COSTA RICA A.C.)
 Tel. : + (506)-225-3114
- Dominique**
 JICA/JOVC Dominica Office
 The Globe, 106 Independence Str., Roseau,
 COMMONWEALTH OF DOMINICA, W.I.
 (P.O. Box 163, Roseau, COMMONWEALTH OF DOMINICA,
 W.I.)
 Tel. : + (1-767)-440-3184
- Équateur**
 JICA Ecuador Office
 Av. Amazonas N34-289 entre Atahualpa y Nuñez de Vela,
 Edificio El Dorado, Piso 8, Quito, ECUADOR
 (P.O. Box 17-21-01466, Quito, ECUADOR)
 Tel. : + (593-2)-2248470
- Guatemala**
 Oficina de Voluntarios Japanese
 18 Calle, 5-36 Zona 10 Guatemala Edificio Unicentro 12 Nivel
 Oficina 1203, GUATEMALA (Oficina de Voluntarios Japanese,
 Apartado Postal No. 269-A, Guatemala, GUATEMALA)
 Tel. : + (502)-23661919
- Jamaïque**
 JICA/JOVC Jamaica Office
 8th Floor, Island Life Centre 6, St. Lucia Av. Kingston 5,
 JAMAICA (W.I.)
 (P.O. Box 8202, C.S.O., Kingston, JAMAICA (W.I.))
 Tel. : + (1-876)-9294069
- Nicaragua**
 JICA Nicaragua Office
 Olipalza El Retiro, Edificio, No. 6, Piso 3, Suite 631, Managua,
 NICARAGUA
 (Olipalza El Retiro, Edificio, No. 6, Piso 3, Suite 631, P.O.Box
 509, Managua, NICARAGUA)
 Tel. : + (505)-2707229
- Panama**
 Agencia de Cooperación Internacional del
 Japon en Panamá
 Edificio World Trade Center Panamá, Piso 4, Calle 53 E,
 Urbanización Marbella, Ciudad de Panamá, REPUBLICA DE
 PANAMA
 (Apartado 0832-00900, World Trade Center Panamá,
 Panamá, REPUBLICA DE PANAMA)
 Tel. : + (507)-264-9669
- Saint-Vincent et les Grenadines**
 JICA/JOVC Saint Vincent and the Gren-
 adines Office
 Villa Point, Indian Bay, Saint Vincent and the Grenadines, W.I.
 (P.O. Box 2355 Kingstown General Post Office, SAINT
 VINCENT AND THE GRENADINES)
 Tel. : + (1-784)-457-5184
- Sainte-Lucie**
 JICA/JOVC Saint Lucia Office
 23 Brazil Str., 2nd Floor of Kaycees Building, Castries, SAINT
 LUCIA, W.I.
 (P.O. Box 1042, Castries, SAINT LUCIA, W.I.)
 Tel. : + (1-758)-453-6032
- Uruguay**
 Oficina de Voluntarios Senior de JICA en
 Uruguay
 Bulevar General Artigas 417, OF.601, Montevideo, URUGUAY
 (Casilla de Correo 330, Montevideo, URUGUAY)
 Tel. : + (598-2)-712-2723
- Venezuela**
 JICA Venezuela Office
 JOCV de Venezuela Edif. Centro Letonia, Piso 10, Oficina 101,
 Av. Principal de La Castellana, La Castellana, Caracas,
 VENEZUELA
 (Apartado Postal No. 61596, Zona Postal 1060,
 Caracas, VENEZUELA)
 Tel. : + (58-212)-267-9280
- Moyen-Orient**
- Iran**
 JICA Iran Office
 4th Floor, No.6, 15th Alley, Gandhi Str., Tehran, IRAN
 (P.O. Box 15175/655, Tehran 1517886614, IRAN)
 Tel. : + (98-21)-8864-8050
- Yémen**
 JICA Yemen Office
 House No.10, Str. No.27, Off Amman Str., Sana'a, The Republic
 of YEMEN
 (P.O. Box 15087, Sana'a, The Republic of YEMEN)
 Tel. : + (967-1)-448117
- Afrique**
- Bénin**
 Bureau de la JICA et des JOCV au Bénin
 Djamchoutin Haie-Vive ILOT 628-G, Cotonou, R.P. BÉNIN
 (B.P. 7097 Cotonou, R.P. BÉNIN)
 Tel. : + (229)-21309917

- Botswana**
 JICA/JOVC Botswana Office
 1st Floor, Plots 896/897 Kaunda Road, Gaborone, BOTSWANA
 (Private Bag 00369, Gaborone, BOTSWANA)
 Tel. : + (267)-3912176
- Cameroun**
 Bureau de la JICA au Cameroun
 923, rue 1828, Bastos-Ekoundou, Yaoundé, Cameroun
 (B.P. 13538, Yaoundé, Cameroun)
 Tel. : + (237)-201-3162
- Congo (République démocratique)**
 Bureau de la JICA en République démocratique
 du Congo (JICA R.D. Congo)
 8024 Gombo, Kinshasa, RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE
 DU CONGO
 (Compte tenu des conditions d'acheminement du courrier, il
 est recommandé d'utiliser le service de courrier international,
 adresse postale ci-dessus)
- Côte d'Ivoire**
 Bureau de la JICA en Côte d'Ivoire
 No. 73 du Bâtiment 112 sis au 7e étage de l'immeuble Les
 Harmonies, Bd Roume
 Au Plateau, Abidjan, CÔTE D'IVOIRE
 Tel. : + (225)-20-22-22-90
 (Adresse postale : c/o Bureau de la JICA au Burkina Faso 01 B.P.
 184 Ouagadougou 01, BURKINA FASO)
- Djibouti**
 Bureau de la JICA et des JOCV à Djibouti
 Rue de Kampala, Hôpital Héron, B.P. 2627, Djibouti, République
 de DJIBOUTI
 (B.P. 2627, Djibouti, République de DJIBOUTI)
 Tel. : + (253)-250251
- Gabon**
 Bureau de la JICA et des JOCV au Gabon
 Quartier Louis, Boulevard Joseph, 4e Rue, Libreville, GABON
 (B.P. 456 Libreville, GABON)
 Tel. : + (241)-44-33-45
- Rwanda**
 Bureau de la JICA au Rwanda
 No. 117, Rue de l'Umuganda Kacyiru, Kigali, RWANDA
 (B.P. 6878, Kacyiru, Kigali, RWANDA)
 Tel. : + (250)-582589
- Soudan**
 JICA Sudan Office
 Diesel Generators Co. Building 6th Floor East, 28/29, Block
 9/10 Street cross King Abdel Aziz Street, Amarat, Khartoum,
 SUDAN
 (P.O. Box 394, Khartoum, 11111, SUDAN)
 Tel. : + (249)-15518075
- Zimbabwe**
 JICA Zimbabwe Office
 8th Floor, Intermarket Life Towers, 77 Jason Moyo Av.,
 Harare, The Republic of ZIMBABWE
 (P.O. Box 4060, Harare, The Republic of ZIMBABWE)
 Tel. : + (263-4)-252500
- Europe**
- Bulgarie**
 JICA Bulgaria Office
 Interped-WTC Sofia Bldg., Block A, 9th Floor, Office 901,
 36 Dragun Tsankov Blvd., Sofia 1057, BULGARIA
 Tel. : + (359-2)-971-2170
- Roumanie**
 JICA/JOVC Romania Office
 Aleea Alexandru 9A, 3rd Floor, Sector 1, Bucharest, ROMANIA
 (P.O. Box 67-3, Bucharest, ROMANIA)
 Tel. : + (40-21)-231-6723

Bureaux des JOCV

- Afrique**
- Namibie**
 JOCV Namibia Office
 17 L.L. Ikenon Str., Eros Windhoek, NAMIBIA
 (Private Bag 12047, Ausspannplatz, Windhoek, NAMIBIA)
 Tel. : + (264)-61-301236

Bureaux régionaux

- Amérique latine**
 JICA São Paulo Branch Office
 (Escritório Anexo do Consulado Geral do Japon em São Paulo)
 Av. Paulista 37-1º Andar, Conj II Paraisópolis, São Paulo-S.P.
 BRASIL, CEP. 01311-902
 Tel. : + (55-11)-3251-2655
- Europe**
 JICA U.K. Branch Office
 30 Buckingham Gate, London, SW1E 6NN, UNITED
 KINGDOM
 Tel. : + (44-20)-7533-6560

Bureaux d'appui régional

- JICA Regional Support Office for Asia
 Même adresse que le bureau de la JICA en Thaïlande
- JICA Regional Support Office for Oceania
 Même adresse que le bureau de la JICA au Fidji
- JICA Regional Support Office for Central
 America and the Caribbean
 Même adresse que le bureau de la JICA au Mexique
- JICA Regional Support Office for Eastern
 and Southern Africa
 The Rahimtulla Tower 17th Floor, Upper Hill Road, Nairobi,
 KENYA
 (Même boîte postale que le bureau de la JICA au Kenya)
 Tel. : + (254)-20-2724152
- Bureau d'appui régional de la JICA pour
 l'Afrique centrale et occidentale
 Même adresse que le bureau de la JICA au Sénégal
- JICA Regional Support Office in South
 Africa
 Même adresse que le bureau de la JICA en Afrique du Sud

Aperçu des antennes de la JICA au Japon

Le tableau ci-dessous regroupe les centres internationaux, les centres de formation et les bureaux régionaux de la JICA au Japon.

Nom	Adresse	Année d'ouverture	Capacité	Public concerné	Préfectures couvertes
Centre de Hiroo (JICA Global Plaza)	2-24 Hiroo 4-chome, Shibuya-ku, Tokyo 150-0012 Tél. : + (81-3)-3400-7717	1968	46	JOCV, etc.	Tokyo, Tochigi, Gunma, Saitama, Chiba, Niigata, Yamanashi ¹
Centre international de Sapporo	4-25 Minami, Hondori 16-chome, Shiroishi-ku, Sapporo City, Hokkaido 003-0026 Tél. : + (81-11)-866-8333	1995	97	Participants à des formations techniques	Hokkaido (Sud, Nord)
Centre international d'Oshima	1-2 Nishi 20-jo Minami 6-chome, Obihiro City, Hokkaido 080-2470 Tél. : + (81-155)-35-1210	1995	48	Participants à des formations techniques	Hokkaido (Est)
Centre international de Tsukuba	3-6 Koyadai, Tsukuba City, Ibaraki Prefecture 305-0074 Tél. : + (81-29)-838-1111	1996*	195	Participants à des formations techniques	Ibaraki
Centre international de Tokyo	49-5 Nishihara 2-chome, Shibuya-ku, Tokyo 151-0066 Tél. : + (81-3)-3485-7051	1985	446	Participants à des formations techniques	Tokyo (23 arrondissements), Tochigi, Gunma, Saitama, Chiba, Niigata, Yamanashi ²
Centre international de Yokohama	3-1 Shinko 2-chome, Naka-ku, Yokohama City, Kanagawa Prefecture 231-0001 Tél. : + (81-45)-663-3251	2002	108	Participants à des formations techniques, volontaires seniors auprès des communautés japonaises outre-mer, participants d'ascendance japonaise à des formations techniques	Kanagawa
Centre international du Chubu	2-73 Kamenoi, Meito-ku, Nagoya City, Aichi Prefecture 465-0094 Tél. : + (81-52)-702-1391	1971	86	Participants à des formations techniques	Shizuoka, Aichi, Gifu, Mie
Centre international d'Osaka	25-1 Nishitoyokawa-cho, Ibaraki City, Osaka Prefecture 567-0058 Tél. : + (81-72)-641-6900	1994	290	Participants à des formations techniques	Shiga, Kyoto, Nara, Osaka, Wakayama
Centre international du Hyogo	5-2 Wakihama Kalgandori 1-chome, Chuo-ku, Kobe City, Hyogo Prefecture 651-0073 Tél. : + (81-78)-261-0341	2002	96	Participants à des formations techniques	Hyogo
Centre international du Chugoku	3-1 Kagamiyama 3-chome, Higashi Hiroshima City, Hiroshima Prefecture 739-0046 Tél. : + (81-824)-21-6300	1997	48	Participants à des formations techniques	Okayama, Hiroshima, Shimane, Tottori, Yamaguchi
Centre international du Kyushu	2-1 Hirano 2-chome, Yahata Higashi-ku, Kitakyushu City, Fukuoka Prefecture 805-8505 Tél. : + (81-93)-671-6311	1989	145	Participants à des formations techniques	Kyushu (les 7 préfectures)
Centre international d'Okinawa	1143-1 Aza Maeda, Urasoe City, Okinawa Prefecture 901-2552 Tél. : + (81-98)-876-6000	1985	128	Participants à des formations techniques	Okinawa
Centre de formation de Nihonmatsu	4-2 Aza Nagasaka, Nagata, Nihonmatsu City, Fukushima Prefecture 964-8558 Tél. : + (81-243)-24-3200	1994	204	JOCV, participants à des formations techniques	Fukushima
Centre de formation de Komagane	15 Akaho, Komagane City, Nagano Prefecture 399-4117 Tél. : + (1-265)-82-6151	1979	238	JOCV	Nagano
Bureau régional du Tohoku	15th floor, Sendai Daichi Seimei Tower Bldg, 6-1 Ichiban-cho 4-chome, Aoba-ku, Sendai City, Miyagi Prefecture 980-0811 Tél. : + (81-22)-223-5151	—	—	—	Aomori, Iwate, Miyagi, Akita, Yamagata
Bureau régional du Hokuriku	4th floor, Rifare (Office Tower), 5-2 Honmachi 1-chome, Kanazawa City, Ishikawa Prefecture 920-0853 Tél. : + (81-76)-233-5931	—	—	—	Toyama, Fukui, Ishikawa
Bureau régional du Shikoku	13th floor, 114 Bldg, 5-1 Kamel-cho, Takamatsu City, Kagawa Prefecture 760-0050 Tél. : + (81-87)-833-0901	—	—	—	Shikoku (les 4 préfectures)

* Année de réforme de l'organisation

¹ Le Centre de Hiroo est un espace d'information du public sur la participation à la coopération internationale.

² Le Centre international de Tokyo est un centre de formation technique.

Actualité de la coopération internationale durant l'exercice 2007

Evénements dans le monde

Avril

- Séisme de magnitude 8,1 aux Îles Salomon (2 avril)
- Terrible fusillade à l'université Virginia Tech aux États-Unis (16 avril)

Mai

- Très fortes précipitations en Uruguay (4 mai)
- Cyclone au Myanmar (14 mai)
- Pour la première fois, les assemblées annuelles du Groupe de la Banque africaine de développement se tiennent en Asie, à Shanghai (16-17 mai)
- Jose Ramos Horta est élu président du Timor-Leste après ballottage (20 mai)

Juin

- Sommet du G8 à Heiligendamm (6-8 juin)
- Les Palestiniens du Hamas prennent le contrôle de la bande de Gaza (14 juin)
- Le premier ministre britannique Tony Blair démissionne, il est remplacé par le chancelier de l'Échiquier Gordon Brown (27 juin)

Juillet

- Robert B. Zoellick est élu président de la Banque mondiale
- Fusillade entre militaires et activistes dans une mosquée et assaut d'une mosquée à Islamabad, au Pakistan (10 juillet)
- Début des problèmes concernant les prêts à haut risque (sous-primes) aux États-Unis
- Vingt-trois bénévoles coréens kidnappés dans le sud de l'Afghanistan (17 juillet)
- Le Conseil de sécurité de l'ONU décide d'envoyer une force hybride ONU-UA dans la région du Darfour, au Soudan (31 juillet)

Août

- Séisme le long de la côte Pacifique au Pérou (15 août)
- Catastrophe à la Jamaïque au passage de l'ouragan Dean (19 août)
- Émeutes au Timor-Leste

Septembre

- Catastrophe au Nicaragua au passage de l'ouragan Félix (4 septembre)
- Au Népal, le parti communiste (maoïste) se retire du gouvernement (18 septembre)
- Réunion de haut niveau à l'ONU sur les changements climatiques (24 septembre)
- Mort du journaliste japonais Kenji Nagai lors d'une manifestation déclenchée par la forte hausse des prix du carburant au Myanmar (27 septembre)

Octobre

- Premier sommet entre la Corée du Nord et la Corée du Sud depuis sept ans (2 octobre)
- Pavéz Musharraf est réélu à la présidence du Pakistan (6 octobre)
- Kidnapping d'un étudiant de l'université nationale de Yokohama en Iran (7 octobre)
- Al Gore et le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) obtiennent le prix Nobel de la paix (12 octobre)
- Assemblées annuelles de la Banque mondiale et du FMI (21-22 octobre)

Novembre

- Déclaration de l'état d'urgence au Pakistan (3 novembre)
- Inondations suite à de fortes précipitations en Papouasie-Nouvelle-Guinée (12 novembre)
- Grande catastrophe humanitaire suite au passage d'un cyclone au Bangladesh (15-16 novembre)
- Adoption de la Charte de l'ANASE (20 novembre)
- Adoption à Singapour d'une déclaration spéciale par le sommet de l'Asie de l'Est (21 novembre)

Décembre

- 13^e Conférence des parties de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques à Bali (8-14 décembre)
- Assassinat du premier ministre pakistanais Benazir Bhutto par des terroristes (27 décembre)
- Émeutes au Kenya suite aux résultats de l'élection présidentielle (30 décembre)

Evénements au Japon

2007

Avril

- Le Japon se classe après le Royaume-Uni en termes de résultats d'APD pour 2006, et rétrograde à la 3^e place pour la première fois en 24 ans
- Visite du premier ministre Irakli Nouri al-Maliki au Japon (8 avril)
- Visite du premier ministre chinois Wen Jiabao au Japon (11 avril)
- Visite du premier ministre japonais Shinzo Abe aux États-Unis, en Arabie saoudite, au Koweït, aux Émirats arabes unis, au Qatar et en Égypte (26 avril-3 mai)
- Le ministre des Affaires étrangères Tarō Aso visite les États-Unis, la Russie et l'Égypte, et assiste en Égypte à la Conférence ministérielle internationale sur la sécurité en Irak (28 avril-6 mai)

Mai

- 40^e Assemblée annuelle de la Banque asiatique de développement à Tokyo (4-7 mai)
- Adoption d'une loi sur le référendum constitutionnel (14 mai)
- La commission spéciale sur l'APD réunie par la Chambre des conseillers (senji) statue sur le rôle de l'aide internationale du Japon et d'autres thèmes en préparation du sommet du G8 et de la TICAD IV (16 mai)
- Visite officielle de la présidente des Philippines, Gloria Macapagal-Arroyo, au Japon (22 mai)

Juin

- Le premier ministre Shinzo Abe assiste au sommet du G8 à Heiligendamm (6-8 juin)
- Visite officielle du premier ministre cambodgien Hun Sen au Japon (13 juin)

Juillet

- Visite officielle du prince héritier Naruhito en Mongolie (10-26 juillet)
- Remaniement des rapports entre majorité et parti minoritaires à la Chambre des conseillers suite à la défaite du parti majoritaire aux élections (29 juillet)
- Le ministre des Affaires étrangères Tarō Aso participe à la réunion ministérielle de l'ANASE aux Philippines (30 juillet-2 août)

Août

- Visite officielle du président de la Banque mondiale Robert B. Zoellick au Japon (8 août)
- Visite officielle du ministre des Affaires étrangères Tarō Aso dans des pays du Moyen-Orient et d'Amérique latine ; il annonce 2,4 milliards JPY d'aide à la Palestine (12-24 août)
- Visite officielle du premier ministre Shinzo Abe en Indonésie, en Inde et en Malaisie (19-25 août)

Septembre

- Visite officielle de la présidente du Chili Michelle Bachelet au Japon (2 septembre)
- Démission du premier ministre Shinzo Abe (12 septembre)
- Début du gouvernement Fukuda (25 septembre)
- Le ministre des Affaires étrangères Masahiko Kōmura se rend en visite officielle aux États-Unis et assiste à la 62^e Assemblée générale des Nations unies (26-30 septembre)

Octobre

- Privatisation de la Poste du Japon (1^{er} octobre)
- Organisation du festival international « Global Festa » 2007 (6-7 octobre)

Novembre

- Expulsion de la loi anti-terroriste (1^{er} novembre)
- Visite officielle du premier ministre Yasuo Fukuda aux États-Unis (15-17 novembre)
- Le gouvernement japonais reprend la coopération bilatérale avec le Liberia (deux participants à une formation sont accueillis au Japon)
- Le premier ministre Yasuo Fukuda assiste au sommet de l'Asie de l'Est (20-21 novembre)

Décembre

- Le premier sommet de l'Eau de la région Asie-Pacifique se tient à Beppu, dans la préfecture d'Ōita (3-4 décembre)
- Visite officielle du président sri-lankais Mahinda Rajapaksa au Japon (8 décembre)
- Le plan de réorganisation et de rationalisation des institutions administratives indépendantes est approuvé par le Cabinet (24 décembre)
- Visite officielle du premier ministre Yasuo Fukuda en Chine (27-30 décembre)

Avril

- Lancement du mécanisme d'octroi de dons « Fonds de subvention de la JICA pour les peuples du monde »
- Coûté conjointe avec la préfecture de Hyogo du Centre de formation à la prévention des catastrophes (1^{er} avril)
- Réorganisation du programme d'invitation de jeunes adultes en programme de formation pour les jeunes dirigeants
- Ouverture d'un bureau de la JICA à Bujumbura, au Burundi (1^{er} avril)
- Aide humanitaire d'urgence suite au séisme et au tsunami dans les Îles Salomon (8 avril)
- Ouverture d'un bureau de la JICA à Mindanao, aux Philippines (15 avril) et lancement d'une aide à grande échelle pour Mindanao
- Visite officielle de la présidente de la JICA Sadako Ogata aux États-Unis, au Paraguay et au Brésil (17-27 avril)
- Envoi d'une équipe pour l'évaluation d'un projet d'aide à la remise en état et à la reconstruction suite au séisme et au tsunami dans les Îles Salomon (18 avril)

Mai

- Aide humanitaire d'urgence suite à d'importants dégâts dus aux pluies en Uruguay (12 mai)
- Conclusions de programmes de la JICA et des JOCV et cérémonie commémorative en Pologne (20 mai)
- La présidente de la JICA Sadako Ogata rencontre le président philippin Gloria Macapagal-Arroyo, en visite au Japon (23 mai)
- La date de création de la nouvelle JICA est fixée au 1^{er} octobre 2008 suite à la promulgation de la loi sur le financement des entreprises (25 mai)

Juin

- Le programme des volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV) dépasse les 30 000 participants (1^{er} juin)
- Tenue du séminaire « Intégration de la prévention des conflits dans les mesures de réduction de la pauvreté et les priorités de l'aide » (1^{er} juin)
- Aide humanitaire d'urgence suite à la catastrophe causée par un cyclone au Myanmar (5 juin)

Juillet

- Le Prince héritier assiste à la cérémonie anniversaire du Centre Mongole-Japon (16 juillet)
- Ouverture d'un bureau de la JICA au Soudan (25 juillet)
- Aide humanitaire d'urgence suite à de fortes pluies dans le centre et l'est du Soudan (29 juillet)

Août

- Ouverture d'un bureau de la JICA en République démocratique du Congo (1^{er} août)
- La présidente de la JICA Sadako Ogata rencontre le président de la Banque mondiale Robert B. Zoellick, en visite au Japon (9 août)
- La JICA Global Plaza dépasse les 100 000 visiteurs
- Aide humanitaire d'urgence suite à la catastrophe causée par un séisme au Pérou (20 août)
- Aide humanitaire d'urgence suite à la catastrophe causée par un ouragan en Jamaïque (27 août)

Septembre

- La présidente de la JICA Sadako Ogata rencontre la présidente du Chili Michelle Bachelet, en visite au Japon (4 septembre)
- La présidente de la JICA Sadako Ogata rencontre Abu Kharrat, Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission intégrée de l'ONU au Timor-Leste (AMNUT), en visite au Japon (6 septembre)
- Aide humanitaire d'urgence suite à la catastrophe causée par un ouragan au Nicaragua (7 août)
- Célébration du 20^e anniversaire du lancement officiel des équipes japonaises de secours en cas de catastrophe (JICA) (16 août)
- Symposium pour célébrer le franchissement du cap des 30 000 participants au programme JOCV (24 août)

Octobre

- Sadako Ogata reconduite dans ses fonctions de présidente de la JICA (1^{er} octobre)
- Aide humanitaire d'urgence suite à de fortes pluies en Ouganda (3 octobre)
- Première formation conjointe pour les candidats JOCV et volontaires seniors
- La présidente de la JICA Sadako Ogata rencontre Karen Koning AbuZayd, Commissaire générale de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), en visite au Japon (5 octobre)
- La présidente de la JICA Sadako Ogata rencontre Jocaste Sheeran, Directrice générale du Programme alimentaire mondial des Nations unies, en visite au Japon (12 octobre)

Novembre

- Aide humanitaire d'urgence suite à des pluies torrentielles en République dominicaine (2 novembre)
- Aide humanitaire d'urgence suite à des pluies torrentielles au Mexique (13 novembre)
- Cérémonie pour l'achèvement des programmes de la JICA en Hongrie (13 novembre)
- Aide humanitaire d'urgence suite à la catastrophe causée par un cyclone au Bangladesh (20 novembre)
- Reprise de l'aide au Liberia après 17 ans ; accueil de participants en formation au Japon (20 novembre)
- La présidente de la JICA Sadako Ogata rencontre le président du Vietnam Nguyen Minh Triet, en visite au Japon (26 novembre)
- Aide humanitaire d'urgence suite aux inondations en Papouasie-Nouvelle-Guinée (27 novembre)

Décembre

- Visite de la présidente Sadako Ogata en Afghanistan (11-15 décembre)
- Une équipe d'experts des JOR est détachée sur le lieu d'un déversement accidentel de pétrole en République de Côte (15 décembre)
- La présidente de la JICA Sadako Ogata rencontre Shin Jang Bum, président de la Korea International Cooperation Agency (KOICA), en visite au Japon (20 décembre)

2008

Janvier

- Décès de l'ancien président d'Indonésie Sukarto (27 janvier)
- Incident avec des navires (jaozi) chinois surgelés déviés, annonces faites par les services de police des préfectures de Hyogo et de Chiba (30 janvier)

Février

- Le Kosovo déclare son indépendance par rapport à la Serbie (17 février)

Mars

- Émeutes à Lhasa dans la région autonome du Tibet, en Chine (14 mars)

Janvier

- Visite officielle du premier ministre Masahiko Kōmura en Tanzanie (3-7 janvier)
- Annonce du montant total du budget de l'APD au compte général du budget 2008 (18 janvier)
- Le premier ministre Yasuo Fukuda se rend en visite officielle en Suisse et assiste à la réunion annuelle du Forum économique mondial (Forum de Davos) (25-27 janvier)

Février

- Le ministre des Affaires étrangères Masahiko Kōmura assiste à la 44^e Conférence de Munich sur la politique de sécurité (9-11 février)
- Réunion du groupe d'experts du G8 sur la santé (14-15 février)
- Visite officielle du premier ministre Yasuo Fukuda en République de Corée (24-25 février)
- Visite officielle du premier ministre israélien Ehud Olmert au Japon (25 février)

Mars

- Visite du président péruvien Alan García au Japon (16 mars)
- Forum 2008 des investisseurs dans le carbone (Japan Carbon Investors Forum) (19 mars)
- Deuxième séminaire sur la réconciliation nationale en Irak à Tokyo et Hiroshima (20-28 mars)

Janvier

- Aide humanitaire d'urgence suite à des pluies torrentielles en Bolivie (30 janvier)
- Fermeture des bureaux de la JICA en Hongrie et en Pologne (31 janvier)

Février

- Aide humanitaire d'urgence suite aux dégâts causés par de fortes chutes de neige en Afghanistan (6 février)
- La présidente Sadako Ogata rencontre le premier ministre d'Albanie Sali Berisha, en visite au Japon (7 février)
- Visite de la présidente Sadako Ogata au Soudan et en Éthiopie (15-22 février)
- La présidente Sadako Ogata rencontre le premier ministre d'Israël Ehud Olmert, en visite au Japon (27 février)

Mars

- Visite de la présidente Sadako Ogata en Israël, en Palestine et en Syrie (5 au 13 mars)
- La présidente Sadako Ogata rencontre le Secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon aux États-Unis (18 mars)

Terminologie de l'aide au développement et de la JICA

A

◦ Afrique subsaharienne

Région située au sud du désert du Sahara et regroupant 47 des 53 pays du continent africain.

◦ Aide alimentaire (KR)

Ce programme de coopération financière non remboursable a été lancé par le Japon suite à la Convention relative à l'aide alimentaire (CAA) de 1986. Aux termes de la CAA, l'engagement annuel minimum du Japon se monte à un total de 300 000 tonnes d'équivalent blé. Selon cette méthode de conversion, l'aide alimentaire du Japon est fournie sous la forme de dons en espèces devant servir à l'achat de produits alimentaires pour ou par le pays bénéficiaire. Les produits éligibles en tant qu'aide alimentaire sont les céréales, les légumineuses, l'huile comestible, les tubercules comestibles, la poudre de lait écrémé, le sucre, les semences de produits éligibles, et les produits qui entrent dans le régime alimentaire traditionnel des groupes vulnérables ou qui entrent dans des programmes de compléments nutritionnels conformes aux termes de la CAA.

◦ Aide bilatérale

Classification de l'APD se rapportant à l'aide mise en œuvre entre un pays industrialisé et un pays en développement. Flexible et précise, elle offre aussi l'avantage de renforcer les relations d'amitié entre les deux parties, du fait de l'effet direct des politiques d'aide et des réalisations du donateur sur le bénéficiaire.

◦ Aide financière non remboursable hors-projet pour l'ajustement structurel

Soutien aux programmes de réformes économiques, aux plans sectoriels de développement, l'aide est « hors-projet », car elle n'est pas liée à la mise en œuvre de projets, comme la construction d'installations ou les activités de secours en cas de catastrophe.

◦ Aide financière non remboursable pour les microprojets locaux (APL) contribuant à la sécurité humaine

Subventions gérées par les représentations diplomatiques japonaises sur requête des gouvernements locaux et des organisations non gouvernementales (ONG) des pays en développement, en vue de soutenir des microprojets qui ne relèvent pas de l'aide traditionnelle sous forme de dons.

◦ Aide multilatérale

Catégorie d'APD sous forme de contributions financières à la Banque mondiale et à des organisations internationales. Elle offre, d'une part, l'accès à un savoir spécialisé, à une vaste expérience et aux réseaux d'aide des organisations internationales et, de l'autre, le maintien d'une neutralité politique. L'aide multilatérale permet ainsi de porter assistance aux réfugiés et de lutter contre les problèmes d'environnement à l'échelle mondiale, enjeux auxquels l'aide bilatérale peut difficilement répondre. Elle s'avère par ailleurs efficace lorsque les informations sur les bénéficiaires et les modalités de l'aide sont insuffisantes.

◦ Aide pour les agriculteurs défavorisés

Soutien financier aux programmes d'augmentation de la production alimentaire des pays en développement dans le cadre de leurs efforts pour atteindre l'autosuffisance. Appelée « Aide à l'augmentation de la production alimentaire » jusqu'à l'exercice 2004, elle se traduit par des dons d'engrais, de produits agrochimiques et de matériel agricole.

◦ Aide sous forme de prêts

Emprunt public sur une base bilatérale assorti d'une longue période de remboursement et d'un faible taux d'intérêt. Au Japon, la Banque japonaise pour la coopération internationale (JBIC) propose des prêts financés par l'aide publique au développement du Japon, appelés « prêts en yens ».

◦ Approche-programme

Méthode d'aide combinant de manière organique un groupe de projets liés entre eux.

◦ Appropriation

Efforts d'auto-assistance d'un pays en développement. Les concepts de base de la nouvelle stratégie de développement du CAD sont l'« appropriation » (efforts d'auto-assistance des pays en développement) et le « partenariat » (liens avec les pays industrialisés en appui à l'appropriation).

◦ Association internationale de développement (AID)

Appelée également « Deuxième Banque mondiale ». La Banque mondiale et la Société financière internationale (SFI) étant des institutions financières qui fonctionnent sur un mode semi-commercial, il est apparu alors nécessaire de créer une institution apte à fournir aux pays en développement une aide aux conditions plus souples. Ainsi, l'AID a été créée en septembre 1960. En juin 2005, elle comptait 165 États membres. Les prêts ne sont accordés qu'aux pays membres.

◦ Autonomisation/habilitation

Avec l'acquisition et l'exercice d'une conscience individuelle, de capacités de prise de décisions autonomes et du pouvoir économique, social, juridique et politique, la faculté de prendre des décisions en toute indépendance contribue à gommer les inégalités sociales.

B

◦ Banque japonaise pour la coopération internationale (Japan Bank for International Cooperation ou JBIC)

Institution publique spéciale formée en octobre 1999 par la fusion de la Banque d'import-export du Japon (JEXIM) et du Fonds japonais de coopération économique outre-mer (OECF), la JBIC est aujourd'hui une institution administrative indépendante. Elle soutient les exportations, le financement des investissements et d'autres activités financières internationales, consent des prêts en yens et d'autres aides économiques aux pays en développement.

◦ Bonne gestion des affaires publiques (bonne gouvernance)

Sur le plan politique et administratif, elle consiste à assurer, entre autres, efficacité, cohérence, transparence, respect du droit, dialogue avec la société civile et réduction des dépenses militaires abusives. Dans son APD, le Japon considère que le développement en harmonie avec l'environnement et la satisfaction des besoins essentiels de l'être humain (BEEH) réunit les éléments essentiels d'une coopération garantissant une bonne gestion des affaires publiques.

C

◦ Centre Japon

Dispositif destiné à soutenir les efforts de réforme de la transition vers l'économie de marché dans les pays ex-socialistes de la Communauté des États indépendants (CEI), tels que le Kazakhstan et les États VCL (Vietnam, Cambodge et Laos). Le Centre Japon sert d'enceinte à diverses activités de coopération technique et culturelle du Japon axées sur l'envoi d'experts, le développement des ressources humaines par des stages de formation, des cours de japonais et d'introduction à la culture japonaise.

◦ Comité d'aide au développement (CAD)

Relevant de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et créé en 1961, le CAD est chargé de diffuser l'information sur l'aide, d'ajuster les politiques d'aide et d'examiner la mise en œuvre de l'aide par les États membres et de leurs politiques dans ce domaine. Il adresse également des recommandations aux États membres si nécessaire. En 2005, le CAD comptait parmi ses membres 22 pays industrialisés et l'UE.

◦ Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD)

Conférence organisée en 1993 à Tokyo par le gouvernement du Japon pour discuter du développement de l'Afrique avec la participation de pays africains, de pays donateurs, d'organisations internationales et d'ONG. La deuxième conférence (TICAD II) a eu lieu en 1998, suivie en 2003 de la TICAD III. La quatrième conférence (TICAD IV) est prévue en 2008.

• **Conseil et dépistage volontaire anonyme (CDVA)**

Des services de dépistage du VIH/sida et de conseil avant et après les tests sont disponibles à titre volontaire et non obligatoire. Les conseils sont groupés avec les tests : les sujets séropositifs reçoivent des informations sur les traitements à suivre et les sujets séronégatifs bénéficient de recommandations censées leur permettre d'échapper à la contamination.

• **Conseiller en formulation de projets**

Conseiller envoyé par la JICA dans un pays en développement en vue de réunir des documents et des informations, de procéder à des échanges de vues avec les personnes compétentes, dans le but de formuler des projets de coopération efficaces et adaptés à la situation réelle dans le pays.

• **Conseiller senior**

Expert mandaté par la JICA dans le cadre d'activités de coopération technique. S'ils sont conseillers de haut niveau, chefs de projets ou experts à l'étranger, au Japon, ils conduisent et conseillent divers types de recherches, forment les futurs experts et encadrent les participants étrangers à une formation technique.

• **Construction (ou consolidation) de la paix**

Cycle d'opérations formant le processus global de restauration de la paix dans une zone de conflits, dont les composantes sont la prévention des conflits, l'aide humanitaire d'urgence, le redressement et la reconstruction, la prévention de la reprise des conflits et la promotion à grande échelle du développement.

• **Coopération Sud-Sud**

Expansion économique des pays en développement par la coopération régionale. Stratégie de l'aide basée sur le constat d'une disparité croissante entre les pays en développement qui remet en cause l'idée longtemps prédominante d'un développement indissociable de l'aide financière et technique des pays industrialisés. Le transfert en particulier par les pays du Nord de technologies à forte intensité de capital et de connaissances est souvent inadapté aux besoins de technologie à forte intensité de main-d'œuvre dans les pays du Sud. Depuis la fin des années 1970, la coopération entre les pays en développement baptisée « coopération Sud-Sud » est soutenue par les organisations internationales, au nombre desquelles la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED).

• **Coopération ultérieure**

Après achèvement d'un projet, complément d'aide sous forme d'équipements et d'envoi d'experts. Un soutien à la création et à la gestion d'associations d'anciens stagiaires de la JICA et la fourniture de matériels de référence sont également assurés aux ex-participants aux programmes de formation technique.

• **Coordination de l'aide**

Pour une utilisation plus efficace de l'aide, les donateurs coordonnent leurs actions et assurent l'adéquation entre l'assistance fournie et les priorités de développement du pays partenaire.

D

• **Dépenses locales**

Dépenses afférentes à la réalisation et à la gestion d'un projet à la charge du pays partenaire. Elles couvrent l'achat de terrain, les dépenses de personnel — homologues et membres du projet —, le transport intérieur d'équipements et de matériels, et les charges renouvelables (administration, entretien des bâtiments, équipements et matériels, dépenses de personnel).

• **Développement centré sur l'être humain**

Approche de la coopération économique centrée sur la vie de l'être humain, le bien-être et le bonheur de l'individu. L'importance du « développement de la personne humaine » a été reconnue dès la fin des années 1980. La déclaration adoptée lors du sommet mondial des Nations unies pour le développement social en 1995, énonce que « la personne humaine sera placée au centre du développement et les économies orientées de façon à mieux satisfaire les besoins des populations » et précise que la coopération économique doit viser un « développement centré sur l'être humain ».

• **Développement des capacités**

Processus par lequel un pays en développement met en valeur ses propres capacités, afin de résoudre ses problèmes de développement. À la différence du renforcement des capacités, dont l'objectif consiste à consolider les capacités de l'extérieur, le développement fait référence au processus endogène de création, de renforcement et de maintien des capacités d'un pays en développement.

• **Développement durable**

Stratégie de développement qui reconnaît la nécessité de protéger l'environnement et de préserver les ressources en prenant en compte les besoins des générations futures.

• **Développement participatif**

L'intérêt pour la stratégie de développement participatif ne faiblit pas depuis la fin des années 1980. Selon ce concept, l'efficacité et la durabilité de l'aide au développement sont renforcées lorsque la population locale bénéficiaire de la coopération peut participer au processus de prise de décisions et assurer ainsi une répartition plus équitable de l'aide.

• **Diversité biologique (Convention sur la)**

Convention assurant la protection systématique de la diversité biologique et encourageant une utilisation durable des ressources pour éviter la disparition d'autres espèces vivantes dans une perspective mondiale. Cette convention couvre donc trois niveaux de diversité : l'habitat, l'espèce et le matériel génétique.

• **Donateur**

Pays ou organisation qui fournit de l'aide, par opposition à « bénéficiaire », qui désigne le pays en développement qui reçoit l'aide.

E

• **Éducation non formelle**

Activités pédagogiques organisées en dehors du système scolaire, elles comprennent non seulement l'enseignement de l'arithmétique et l'alphabétisation, mais aussi la formation professionnelle élémentaire et l'éducation à la santé et à l'hygiène.

• **Élément de libéralité**

Indice de libéralité des conditions d'octroi de l'aide. Plus les conditions d'un prêt (taux d'intérêt, période de remboursement, différé d'amortissement) sont avantageuses, plus l'élément de libéralité est important. Un don, ou un apport de coopération financière non remboursable, est une subvention à 100 %.

• **Enjeux de portée mondiale**

Problèmes d'envergure planétaire, tels que l'environnement, la population, le VIH/sida et la drogue, et auxquels seule la coopération internationale peut apporter une réponse.

• **Étude de faisabilité**

La faisabilité d'un projet dont la priorité est soulignée dans une étude de développement ou une politique est évaluée d'une manière objective afin de formuler un plan optimal de mise en œuvre dudit projet.

• **Étude de formulation de projets**

Lorsqu'une aide du Japon est fournie, la coordination entre les différents donateurs n'est pas toujours claire, notamment au regard des plans de développement du pays partenaire et des domaines de la coopération, son impact, son influence sur l'environnement et la société, et sa durabilité. Dans cette situation, la JICA réalise des études de formulation de projets, afin de déterminer le contexte de l'aide et d'être en mesure de parer à d'éventuelles insuffisances. Des missions d'étude sont envoyées sur site en vue de discussions avec le gouvernement partenaire et les organisations connexes, et un soutien est parfois fourni en matière de formulation des demandes d'aide.

• **Étude du plan de base**

Les décisions relatives notamment à la pertinence et au contenu d'un projet de coopération financière non remboursable sont prises par le gouvernement japonais à partir des études du plan de base réalisées par la JICA.

L'objectif de l'étude du plan de base est d'analyser le potentiel de réussite d'un projet, et de prévoir des plans de réalisation optimaux. Les principaux domaines couverts par l'étude permettent de définir : le plan de base du projet, les coûts de construction, les méthodes de travail, les options possibles, la faisabilité économique et technique, les aspects financiers et les procédures administratives.

• **Expert de pays tiers**

En vue de soutenir la coopération Sud-Sud, un expert originaire d'un pays en développement est envoyé par la JICA dans un autre pays en développement dont l'environnement, les normes technologiques, la culture et la langue sont similaires et garantissent ainsi un transfert de technologie mieux adapté et plus efficace entre les deux pays.

F

◦ Formation dans les pays en développement

Programme de formation de la JICA destiné à promouvoir le transfert et la dissémination des compétences acquises dans des pays en développement par l'intermédiaire de ressources humaines locales formées au Japon. D'anciens participants à des stages de coopération technique deviennent à leur tour formateurs pour que la technologie apprise du Japon soit diffusée et implantée dans leur pays en fonction des conditions locales.

◦ Formation pour les pays tiers

Programme de formation de la JICA qui permet à un pays en développement de transmettre les compétences acquises du Japon à d'autres pays de la région. Selon ce concept, le Japon est le « premier pays », le pays en développement bénéficiaire d'un transfert de technologie du Japon est le « deuxième pays » et le pays voisin accueilli en formation dans ce cadre est le « pays tiers ».

G

◦ Genre (problématique homme-femme)

Différenciation entre les sexes fondée sur des concepts sociaux plutôt que sur la biologie.

◦ Gestion du cycle du projet

Méthode de gestion participative s'appuyant sur un graphique sommaire appelé matrice de conception du projet et destiné à contrôler toutes les phases du processus, depuis la planification, le suivi, jusqu'à l'évaluation – auxquels participent les parties prenantes – en passant par la mise en œuvre du projet.

H

◦ Habilitation/autonomisation

Avec l'acquisition et l'exercice d'une conscience individuelle, de capacités de prise de décisions autonomes et du pouvoir économique, social, juridique et politique, la faculté de prendre des décisions en toute indépendance contribue à gommer les inégalités sociales.

◦ Homologues

Personnel local de contrepartie qui travaille avec des experts de la JICA et des volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV) chargés d'apporter une assistance technique dans un pays en développement et qui bénéficie dans ce contexte d'une formation sous forme de transfert de technologie.

E

◦ Indicateur du développement humain (IDH)

Indicateur permettant d'évaluer le degré de développement d'un pays à partir de trois indices qui reflètent les réalisations du pays en termes de longévité, d'éducation et de niveau de vie (aspects essentiels du développement humain). Préconisé par le Programme des Nations unies pour le développement, cet indicateur prend en compte trois aspects mesurés à travers le PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat (après transformation logarithmique), l'espérance de vie à la naissance, le taux d'alphabétisation des adultes et le taux de scolarisation.

◦ Infrastructure

Il s'agit de formes diverses d'activités économiques fondamentales également appelées « ressources sociales ». L'infrastructure se définit suivant deux grandes catégories : d'une part, l'infrastructure économique, telle que l'énergie, les routes, les ports, les cours d'eau, les communications, les bases de l'agriculture, les chemins de fer et les aéroports, et, d'autre part, l'infrastructure sociale, autrement dit l'hygiène publique, l'éducation, le logement ou l'alimentation en eau et l'assainissement.

◦ Intrants

Fonds, ressources humaines, technologies, matériels, équipements, etc. utilisés pour le développement dans les pays en développement.

J

◦ JICA-Net

Coopération internationale en réseau proposant des téléconférences et des formations en ligne à des pays et des régions qui utilisent des technologies de l'information et de la communication (TIC), telles que les matériels multimédia de conférence en circuit fermé et Internet.

L

◦ Liste du CAD

Liste établie par le CAD, elle recense les pays et régions bénéficiaires sur lesquels portent les statistiques du CAD et comporte deux parties. La partie I comprend les pays en développement et la partie II ceux qui ont atteint un niveau de développement relativement avancé, comme certains pays d'Europe centrale et orientale ou de l'ancienne Union soviétique et Singapour.

M

◦ Matrice de conception du projet

Graphique sommaire utilisé pour la gestion du cycle du projet, elle indique l'objectif d'ensemble, la finalité du projet, les résultats, les activités, les indicateurs objectivement vérifiables, les moyens de vérification, les principales hypothèses, les conditions préalables et les ressources disponibles (intrants).

◦ Mécanisme de développement propre (MDP)

Ce mécanisme permet à un pays industrialisé de mettre en œuvre dans un pays en développement un projet réduisant les émissions de gaz à effet de serre, en contrepartie de crédits dont il peut ensuite se servir pour atteindre ses propres objectifs d'émission. C'est l'un des « mécanismes » prévus par le protocole de Kyoto.

◦ Mercado Común del Sur (Mercosur)

Marché commun qui associe depuis 1991 l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay. Le Venezuela est devenu membre permanent en juillet 2006. Le Mercosur compte également cinq membres associés, que sont la Colombie, l'Équateur, le Pérou, la Bolivie et le Chili.

N

◦ Nation émancipée de l'aide

Pays en développement ayant atteint un niveau lui permettant de poursuivre et d'intensifier son progrès économique sans requérir l'aide de pays industrialisés. L'un des critères de reconnaissance d'un pays « émancipé de l'aide » est le produit national brut (PNB) par habitant.

◦ Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD)

Vision du développement de l'Afrique présentée par l'Organisation de l'unité africaine (OUA) 2001, elle traduit la volonté de ce continent de faire le bilan de sa dépendance par rapport à l'aide et d'œuvrer à son développement de sa propre initiative.

◦ Nouvelle stratégie de développement du CAD

Stratégie à long terme d'aide au développement adoptée en mai 1996 par le CAD en prévision du XXI^e siècle. Le Japon a joué un rôle clé dans sa formulation. Un « nouveau partenariat mondial » pour la réalisation d'objectifs de développement communs par un partage des responsabilités entre pays en développement et nations industrialisées y est proposé. Les objectifs de développement sont regroupés en trois catégories – le bien-être économique, le développement social, et une gestion des ressources durable et respectueuse de l'environnement. Parmi les objectifs plus spécifiques à atteindre figurent la réduction du pourcentage d'habitants vivant dans l'extrême pauvreté, l'accès généralisé à l'éducation primaire dans tous les pays et la diminution des taux de mortalité infantile et maternelle.

O

◦ Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)

La déclaration adoptée lors du sommet du Millénaire des Nations unies en 2000, énonce les huit objectifs du Millénaire pour le développement à atteindre d'ici à 2015 : (1) éliminer l'extrême pauvreté et la faim ; (2) assurer une éducation primaire pour tous ; (3) promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ; (4) réduire la mortalité des enfants de moins de cinq ans ; (5) améliorer la santé maternelle ; (6) combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies ; (7) assurer un environnement durable et (8) mettre en place un partenariat mondial pour le développement.

◦ Obligation de rendre des comptes

Responsabilité d'expliquer avec exactitude et en des termes adaptés aux citoyens japonais et à la population du pays partenaire, le contenu, le financement et la justification des choix des programmes et des activités mis en œuvre dans le cadre de la coopération internationale et de l'aide au développement.

• Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

Organisation internationale fondée en 1961 ayant pour objectif de promouvoir la croissance économique, l'aide aux pays en développement et l'expansion du commerce mondial. En 2005, l'OCDE comptait 30 pays membres.

P

• Paquet de mesures de coopération (coopération intégrée)

Fondé sur une approche globale des objectifs de développement dans des secteurs spécifiques prioritaires de l'aide, ce système associe divers programmes de coopération technique, notamment la formation internationale, l'envoi d'experts et de volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV), et l'aide sous forme de dons.

• Pauvreté

Les définitions varient suivant les pays et organismes donateurs ; toutefois, la pauvreté est généralement définie par rapport au revenu annuel par habitant inférieur au minimum nécessaire pour la subsistance quotidienne (Banque mondiale) et en termes de qualité de vie et de facteurs sociaux autres que le revenu (PNUD). Les personnes qui répondent à cette définition forment la « population vivant sous le seuil de pauvreté ».

• Pays les moins avancés (PMA)

Établie sur la base du niveau de revenu des pays en développement, cette classification est utilisée par les Nations unies pour désigner les pays les moins avancés dans leur développement.

• Pays pauvres très endettés (PPTE)

Pays définis comme les plus pauvres et les plus lourdement endettés par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale en 1996. En chiffres de 1993, PNB par habitant de moins de 695 USD, avec une dette cumulée en valeur actualisée nette (VAN) d'au moins 2,2 fois le niveau des exportations ou au moins 80 % du PNB. Au mois de mars 2002, on recensait 42 PPTE.

• Politique à moyen terme de l'APD

Présentation des politiques à moyen terme, du concept de base et des questions prioritaires liés à l'APD du Japon. Elle s'appuie dans sa formulation sur la Charte de l'APD, qui est le document fondateur des politiques en matière d'APD. La politique à moyen terme de l'APD a été revue en 2005 pour faire écho à la révision de la Charte de l'APD intervenue en 2003.

• Problématique homme-femme (genre)

Différenciation entre les sexes fondée sur des concepts sociaux plutôt que sur la biologie.

• Programme de partenariat

Programme d'aide en faveur d'un pays tiers réalisé conjointement et dans des conditions égales par le Japon et un pays en développement, dont la croissance économique résulte d'apports antérieurs d'aide.

• Programme sectoriel

Dans le cadre de ce programme, les contributions individuelles des donateurs sont regroupées par secteur de façon à coordonner les efforts de ces derniers avec les pays en développement.

Il s'agit d'une approche efficace de l'aide qui permet de prendre en compte un secteur dans son intégralité.

• Protocole de Kyoto

Traité spécifiant des objectifs chiffrés précis aux émissions des gaz à effet de serre dans les pays industrialisés, ainsi que des mécanismes pour les atteindre (« mécanismes de Kyoto », tels les mécanismes de développement propre et d'échange de droits d'émissions). Il a été adopté en 1997, lors de la troisième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques. La phase d'application du dispositif concerne la période 2008-2012.

R

• Réadaptation à base communautaire (RBC)

Approche du développement régional destinée à soutenir l'auto-prise en charge et la participation active des personnes handicapées, de leurs familles et de la communauté dans les pays en développement où la réadaptation dans des centres spécialisés implantés en milieu urbain n'est pas réalisable. Le but est de construire une société où vivre bien est possible avec ou sans handicap.

• Renforcement des capacités

Processus qui consiste à améliorer la capacité du bénéficiaire en matière de mise en œuvre et de gestion du renforcement institutionnel, autrement dit, le processus par lequel les gouvernements des pays en développement acquièrent leur autonomie.

• Riz NERICA

Nouvelle variété hybride de riz obtenue à partir de croisement entre les riz africain et asiatique et qui présente des caractéristiques des deux souches parentes. Il devrait contribuer à assurer la sécurité alimentaire de l'Afrique, région dont l'environnement est hostile. NERICA est la forme abrégée de « New Rice for Africa » ou « nouveau riz pour l'Afrique ».

S

• Santé génésique

État de santé dans lequel toutes les fonctions et les processus actifs du système de l'appareil génital ne sont limités par aucune affection ou aucun trouble et sont entretenus d'une manière satisfaisante à la fois sur le plan physique, mental et social.

• Sécurité humaine

Concept utilisé en 1994 par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) dans son *Rapport sur le développement humain*. La notion de sécurité humaine s'applique à la personne libérée de la crainte de la faim, la maladie, et la répression liée à la race ou à des croyances. Le PNUD a classé les menaces qui pèsent sur la sécurité humaine en sept rubriques : alimentaire, sanitaire, environnementale, personnelle, communautaire, politique et économique.

• Société basée sur le recyclage

Société qui s'efforce d'avoir le moins d'incidences possibles sur son environnement et dans laquelle l'utilisation efficace et le recyclage des matières, tout au long du cycle allant de leur production à leur élimination, contribue à maîtriser la consommation des ressources naturelles.

• Soins de santé primaires

Soins de santé de base facilement accessibles à la population d'une région donnée.

• Soutien politique et institutionnel

Divers types de soutien en rapport avec les compétences techniques nécessaires pour créer les conditions de mise en place d'une économie de marché et de systèmes associés opérationnels, ainsi que de développement des ressources humaines participant au processus de transition graduelle vers l'économie de marché et la démocratisation. En pratique, cela suppose d'organiser des séminaires sur la démocratisation pour présenter, entre autres, les systèmes juridiques, administratifs et parlementaires du Japon en précisant leur historique, leur état actuel et les expériences accumulées ; l'accueil de participants à des formations dans le domaine de la gestion d'une économie de marché et de la gestion administrative ; la fourniture de conseils sur la politique à mener par l'envoi de missions d'experts.

• Système de mise en œuvre accélérée

Ce système permet à la JICA d'activer la réalisation de projets visant à résoudre les problèmes urgents, comme l'aide à la reconstruction après une catastrophe et la consolidation de la paix. Les systèmes existants sont adoptés avec souplesse et les procédures d'exécution rationalisées.

T

• Transfert de technologie

Grâce à l'enseignement et à la formation, des organisations et des individus transfèrent des compétences particulières à d'autres organisations et individus afin d'assurer l'assimilation et la diffusion de la technologie ainsi transmise. Dans le cas de la coopération internationale, le transfert est généralement réalisé par un pays ou une entreprise possédant les techniques perfectionnées de production et de gestion nécessaires au développement d'un pays en développement.

Sources

- Sous la direction de Kazumi Goto, Agence japonaise de coopération internationale, *Kokusai Kyoryoku Yogyoshu Daisanpan (Glossaire des termes de la coopération internationale, troisième édition)*, International Development Journal Co. Ltd.
- Site Web du ministère japonais des Affaires étrangères
- Documents de l'Agence japonaise de coopération internationale et page d'accueil du site de la JICA

Bibliographie de l'APD (établie par la JICA)

Études thématiques et sectorielles

Renforcement des capacités et activités de la JICA

- *Strengthening of Mathematics and Science in Secondary Education (SMASSE) Project in Kenya* (2007)
- *Vocational and Industrial Human Resource Development through TVET in Africa: Changing Assistance Environments and Human Resource Demands* (2007)
- *Comprehensive Study on Family Planning and Women in Development Projects in Jordan* (2006)
- *A Study of the Effectiveness and Problems of JICA's Technical Cooperation from a Capacity Development Perspective* (2006)
- *Summary: Towards Capacity Development (CD) of Developing Countries Based on their Ownership – Concept of CD, its Definition and its Application in JICA Projects –* (2006)
- *Capacity Development Handbook for JICA Staff: For Improving the Effectiveness and Sustainability of JICA's Assistance* (2004)
- *Capacity Development and JICA's Activities* (2003)
- *Basic Education and Gender Pursuing Access by All, Gender Parity and Gender Equality* (2007)

Stratégie de l'aide

- *A New Dimension of Infrastructure* (2004)
- *Progress with Public-Private Partnership Projects in Developing Countries* (2005)
- *The OECD/DAC's New Development Strategy: Report of the Issue-wise Study Committee for Japan's Official Development Assistance* (Vol. 1: Overview; Vol. 2: Sectoral Studies; Vol. 3: Country Studies) (1998)
- *Project Management Handbook* (2007)

Gouvernance

- *Roads to Democracy and Governance* (2003)
- *Government Decentralization Reforms in Developing Countries* (2001)
- *Participatory Development and Good Governance: Report of the Aid Study Committee* (1998)
- *Decentralised Service Delivery in East Africa A Comparative Study of Uganda, Tanzania and Kenya* (2008)
- *JICA Program on Capacity Building of Thai Local Authorities* (2007)
- *Study on Zambia's 5th National Development Plan, Provincial Development Plan and District Development Plan: Their Formulation Process and Consistency* (2007)

Consolidation de la paix

- *The Promotion of Reconciliation and Peacebuilding Process through Development Aid Programmes in Timor-Leste* (2005)
- *Peace-Building and the Process of Disarmament, Demobilization, and Reintegration: The Experiences of Mozambique and Sierra Leone* (2004)
- *Research Study on Peacebuilding* (Executive Summary) (2002)

Réduction de la pauvreté

- *International Labor Migration and its Effect on Poverty Reduction Critical Review on the Current Literature* (2006)
- *Poverty Reduction and Human Security* (2005)
- *Articles of PRSP and Aid Coordination* (2004)
- *Approaches for Systematic Planning of Development Projects (Poverty Reduction)* (2004)
- *Rethinking Poverty Reduction: PRSP and JICA* (2001)

Efficacité de l'aide/évaluation

- *Participatory Evaluation and International Cooperation* (2001)
- *The Impact Analysis of Technical Assistance on Human Resources Development: Ubun Institute for Skill Development (UBISD) in Thailand* (1999)

Gestion de l'eau et des catastrophes

- *Development Assistance in Water Sectors: Response to Water Problems in Developing Countries* (Summary: Issues and Proposals) (2002)

Environnement

- *Separate Volume of the Report, Study on JICA's Future Assistance for the CDM – How Can JICA confront the CDM? –* (2005)
- *Supporting Capacity Development in Solid Waste Management in Developing Countries –Towards Improving the Solid Waste Management Capacity of an Entire Society–* (2005)

- *Development Assistance for the Environment* (Summary) (2001)
- *The Second Study on Development Assistance for the Environment* (Summary) (2001)
- *Community Disaster Management from the Perspective of Capacity Development: Strengthening Disaster Resilience Centered on Community* (2008)
- *Modality of JICA's Cooperation to Support Adaptation Measures to the Climate Change* (2007)
- *Clean Development Mechanism (CDM) and JICA's Cooperation: JICA's Possibilities* (2006)

Santé/Planning familial/Sécurité sociale

- *User Fees Policy and Equitable Access to Health Care Services in Low- and Middle-Income Countries—with the Case of Madagascar* (2006)
- *Aging Population in Asia: Experience of Japan, Thailand and China* (2007)
- *Facing up to the Problem of Population Aging in Developing Countries: New Perspectives for Assistance and Cooperation* (2006)
- *Japan's Experiences in Public Health and Medical Systems* (2005)
- *Development of Japan's Social Security System –An Evaluation and Implications for Developing Countries–* (2004)
- *Second Study on International Cooperation for Population and Development –New Insights from the Japanese Experience–* (Executive Summary) (2003)
- *Socio-Epidemiological Study on HIV-Related Behaviour among Young People in Mauritius* (2003)
- *A Study of the Effectiveness of the Integrated Management of Childhood Illness (IMCI) Program Developed by WHO and UNICEF as a Key Strategy of Child Survival in Developing Countries* (2002)
- *Study on Okinawa's Development Experience in Public Health and Medical Sector* (2000)
- *The Study on the Participation of Japanese Disabled People in International Cooperation Programs* (1997)

Éducation

- *Post-Conflict Reconstruction of Education and Peace Building: Lessons from Okinawa's Experience* (2006)
- *The History of Japan's Educational Development* (2004)

Développement économique et infrastructures

- *ICT Policy Reform and Rural Communications Infrastructure –Bridging Digital Divide through Private Sector Development* (2005)
- *A New Dimension of Infrastructure <Includes «Transportation» and «ICT»>* (2004)
- *Information Revolution in Development Assistance* (Executive Summary) (2001)
- *Support Mechanisms for SMEs and Subcontracting in Indonesia* (2001)

Approches pour la planification systématique des projets de développement

- *Approaches for Systematic Planning of Development Projects: Transportation* (2007)
- –id.– *Urban and Rural Development* (2006)
- –id.– *Water Resources* (2005)
- –id.– *Agricultural and Rural Development* (2005)
- –id.– *Reproductive Health* (2004)
- –id.– *Higher Education* (2004)
- –id.– *Trade and Investment Promotion* (2004)
- –id.– *Poverty Reduction* (2004)
- –id.– *Information and Communication Technology* (2004)
- –id.– *Basic Education* (2002)
- –id.– *Rural Development* (2002)
- –id.– *Anti-HIV/AIDS Measures* (2002)
- –id.– *Promotion of Small and Medium Enterprises* (2002)
- –id.– *Rural Administration*

■ Études de l'aide par pays et par région

Remarques : Tous les rapports sont rédigés à l'origine en japonais ; ceux qui sont disponibles en anglais, en espagnol ou en portugais sont signalés respectivement par un (E), un (S) ou un (P).

Asie de l'Est

- *The Second Country Study for Japan's Official Development Assistance to the People's Republic of China* (1999)

- *Country Study for Japan's Official Development Assistance to Mongolia* (1997)

Asie du Sud-Est

- *A Report from the Study Group on Assistance to the Southeast Asian Region – Regional Integration and Development Aid* – (2003)

- *Country Study for Japan's Official Development Assistance to the Kingdom of Thailand* (2003) (E)

- *JICA Country Study for Japan's ODA: The Kingdom of Cambodia* (2002)

- *Country Study for Japan's Official Development Assistance to the Republic of Indonesia (Summary)* (2000)

- *The Second Country Study for Japan's Official Development Assistance to the Republic of the Philippines* (1999)

- *The Country Study for Japan's Official Development Assistance to the Lao People's Democratic Republic* (1998)

- *Country Study for Japan's Official Development Assistance to the Socialist Republic of Viet Nam* (1995) (E)

Asie du Sud-Ouest

- *Country Study for Japan's Official Development Assistance to the Islamic Republic of Pakistan* (2003) (E)

- *Country Study for Japan's Official Development Assistance to the Kingdom of Nepal* (2003) (E)

- *The Second Country Study for Japan's Official Development Assistance to India* (1995)

Amérique latine

- *Bolivia: Project for Providing Safe Drinking Water to Slum Areas* (2007)

- *Country Study for Japan's Official Development Assistance to the Republic of Bolivia* (2004) (E) (S)

- *Country Study for Japan's Development Assistance to the Federative Republic of Brazil* (2002) (E) (P)

- *Country Study for Japan's Official Development Assistance to the Republic of Cuba* (2002) (E) (S)

- *The Country Study for Japan's Official Development Assistance to the Republic of Peru* (1998)

Moyen-Orient

- *Country Study for Japan's Official Development Assistance to the Hashemite Kingdom of Jordan* (1996)

Afrique

- *The Study on Japan's Official Development Assistance to Southern African Countries* (2000)

- *Country Study for Japan's Official Development Assistance to the United Republic of Tanzania* (1997)

- *Étude par pays de l'aide publique au développement du Japon à la République du Sénégal* (1995)

- *The Country Study for Japan's Official Development Assistance to the Republic of Ghana* (1995)

Europe

- *Regional Study for Japan's Official Development Assistance to Central and Eastern Europe* (2003) (E)

■ Comptes rendus de séminaires

- *IFC Seminar on Ageing Developing Countries and International Cooperation* (2006)

- *International Symposium on Capacity Development and Aid Effectiveness* (2003)

- *Capacity Development and JICA's Activities* (2003)

- *Policy and Strategies on Tuberculosis Control* (2002)

- *JICA International Symposium on «The Roles of ODA and NGOs in Supporting and Strengthening Democratic Institutions in Developing Countries»* (2001)

■ Périodiques

- *Technology and Development* (1988-2007)

■ Informations générales sur les pays et les projets

Site web de la JICA : <http://www.jica.go.jp/english/index.html>

Remarque : Les publications et les documents ci-dessus ainsi que d'autres rapports sont disponibles sur le site web de la JICA ou à la Bibliothèque de l'Agence (Institut de coopération internationale, Ichigaya, Shinjuku-ku, Tokyo).

Agence japonaise de coopération internationale Rapport annuel 2008

Impression Pierre Trollé Imprimerie
Avril 2009

Traduction Claude Checconi, Hélène Robineau et Sabine Sirat

Sous la direction du Bureau de la JICA en France
8, rue Sainte-Anne, 75001 Paris, France
Tél. : + (33) (01)-40 20 04 21

<http://www.jica.go.jp/france/french/index.html>

© Agence japonaise de coopération internationale, 2008



Agence japonaise de coopération internationale
<http://www.jica.go.jp/>